

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 31 mars 2026 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°868 ■

INNOVATION ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Sonatrach place le numérique au cœur de sa stratégie

Face aux mutations rapides que connaît l'industrie mondiale du gaz, les acteurs du secteur sont appelés à opérer un virage stratégique vers la numérisation et l'intelligence artificielle, désormais considérées comme des leviers incontournables de performance et de compétitivité. C'est le message central délivré hier à Oran par le président de l'Association algérienne de l'industrie du gaz, Nouredine Daoudi, à l'ouverture du 8^e symposium de l'organisation. P 3

● **L'Algérie, un leader dans le domaine du GNL**



Publicité



INHUMÉ HIER AU CIMETIÈRE CENTRAL DE BOUZOURANE À BATNA
L'Algérie rend hommage à Liamine Zeroual P 16

MINE D'AMIZOUR-TALA HAMZA
Sonarem lance les préparatifs du minage

Le groupe Sonarem accélère la phase opérationnelle du projet de la mine de zinc et de plomb d'Amizour-Tala Hamza, dans la wilaya de Béjaïa. Cette nouvelle étape se traduit par la préparation concrète des opérations de minage, à travers l'identification précise des besoins en explosifs, des quantités requises ainsi que des délais nécessaires pour engager les travaux de dynamitage dans des conditions optimales.

P 2

EN PROGRESSION DE 8,8 % EN 2025 PAR RAPPORT À 2024

Le marché des assurances affiche une croissance solide

Le marché des assurances en Algérie confirme sa trajectoire ascendante en 2025, franchissant un seuil historique avec un chiffre d'affaires global de 200,5 milliards de dinars, soit une croissance annuelle de 8,8 %, selon les dernières données du Conseil national des assurances (CNA). Ce dynamisme reste largement soutenu par les assurances de dommages, l'essor spectaculaire de l'activité Takaful et la performance notable des acceptations internationales, qui renforcent la présence du secteur à l'échelle mondiale. Cette performance traduit non seulement la résilience du secteur, mais aussi sa capacité à capter de nouveaux relais de croissance dans un environnement économique en mutation.

P 3

GENDARMERIE NATIONALE
Plusieurs routes coupées à la circulation à cause des intempéries

Plusieurs routes ont été coupées à la circulation dans certaines wilayas en raison des récentes intempéries et des fortes chutes de neige enregistrées, ont indiqué lundi les services de la Gendarmerie nationale.

P 4

SIPSA[®]
FILÀHA
AGROFOOD

24^{ème}
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE

**SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE**

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika[®]
Food Export

DJAZAQA[®]

CNAS/ TIARET
Plus de 80.000
opérations
électroniques
enregistrées
depuis début
2026

L'agence de wilaya de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de Tiaret a enregistré un total de 83.681 opérations électroniques via les plateformes numériques adoptées depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris, lundi, auprès de cette Caisse.

Le chargé de la communication, Amine Kouadria, a précisé que ces opérations comprennent 78.707 transactions effectuées via l'espace «El-Hanaa», destiné aux assurés sociaux et à leurs ayants-droit, tandis que 4.974 opérations ont été enregistrées via la plateforme numérique «Télédéclarations», dédiée aux employeurs et à leurs travailleurs.

Concernant les services fournis via l'espace «El-Hanaa», 275 demandes d'arrêt de travail pour maladie ont été reçues et traitées, ainsi que 1.543 demandes d'obtention de la carte «Chifa» , a-t-on indiqué de même source, ajoutant que 76.891 opérations de mise à jour de cette carte ont été réalisées auprès de plus de 300 pharmaciens conventionnés avec la Caisse à travers le territoire de la wilaya.

Par ailleurs, via la plateforme «Télédéclaration», 631 attestations de paiement des cotisations et 4.343 attestations d'affiliation et de non-affiliation à distance, ont été délivrées durant la même période.

Le même responsable a souligné que ces chiffres reflètent une large adhésion des usagers de l'agence de wilaya au processus de numérisation, dans lequel la CNAS a accompli des progrès significatifs.

Ces services numériques ont également contribué à alléger les charges des citoyens, notamment en ce qui concerne les déplacements et les temps d'attente au niveau de l'agence de wilaya ou de ses annexes dans les daïras. Ils ont aussi facilité le travail administratif des agents, avec une baisse d'environ la moitié du nombre de réceptions quotidiennes, a fait observer la même source.

APS

MINE D'AMIZOUR-TALA HAMZA

Sonarem lance les préparatifs du minage

Le groupe Sonarem accélère la phase opérationnelle du projet de la mine de zinc et de plomb d'Amizour-Tala Hamza, dans la wilaya de Béjaïa. Cette nouvelle étape se traduit par la préparation concrète des opérations de minage, à travers l'identification précise des besoins en explosifs, des quantités requises ainsi que des délais nécessaires pour engager les travaux de dynamitage dans des conditions optimales.

Par S R.

S'inscrivant dans la dynamique de développement des projets miniers stratégiques en Algérie, cette avancée a été au cœur d'une réunion tenue ce dimanche au siège du groupe. À cette occasion, le directeur général de Sonarem, Reda Belhadj, a reçu une délégation de l'ONEX et de la société Teramine, en présence du PDG de ENOF et de plusieurs cadres dirigeants. Les échanges ont permis d'affiner les aspects opérationnels liés à l'approvisionnement du projet en explosifs et accessoires de tir, indispensables au lancement effectif des travaux. Dans ce cadre, les différentes parties ont arrêté une évaluation détaillée des besoins et défini un calendrier prévisionnel pour le démarrage des opérations de dynamitage. Lors

de cette rencontre, Reda Belhadj a insisté sur la nécessité de respecter rigoureusement les échéances fixées et de renforcer la coordination entre les différents intervenants, afin d'assurer le bon déroulement des travaux et d'éviter tout retard dans la mise en exploitation du gisement. De son côté, le directeur général de l'ONEX a affirmé la pleine disponibilité de son organisme à répondre aux besoins exprimés, tant en termes de volumes que de qualité, tout en assurant un accompagnement technique et opérationnel tout au long de la phase d'exploitation. Les participants ont également convenu de l'élaboration d'un calendrier précis de livraison, de la définition des quantités nécessaires et du lancement des démarches de coordination avec les autorités compétentes en vue de la réalisation d'un dépôt d'explosifs sur le site du pro-

jet. Ce projet minier, considéré comme l'un des plus structurants du pays, a récemment connu une relance décisive après la levée des contraintes foncières et administratives qui freinaient son développement. Porté par Sonarem en partenariat avec des acteurs spécialisés, il vise à valoriser les importantes ressources en zinc et en plomb du gisement de Tala Hamza, tout en contribuant à la réduction des importations et au développement d'une filière minière intégrée en Algérie. La réunion s'est enfin conclue par un engagement commun à renforcer la communication et à intensifier l'échange d'informations entre les partenaires, dans le but de garantir la réussite de ce projet structurant pour la filière minière nationale et de consolider la stratégie de valorisation des ressources minérales du pays.

RELANCE DE LA COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE ALGÉRIE-MAURITANIE

Naftal se déploie à Nouakchott

Par S R.

En délaissant le raffinage local au profit de partenariats régionaux, la Mauritanie redéfinit sa stratégie énergétique, avec l'Algérie comme partenaire clé. Ce rapprochement pragmatique vise à sécuriser l'approvisionnement en carburants et à moderniser les infrastructures de distribution. Cette dynamique se traduit notamment par la réactivation des stations de Naftal à Nouakchott, ainsi que par l'ouverture de nouveaux canaux d'importation de produits pétroliers.

Des discussions sont en cours entre les deux pays afin de structurer un partenariat autour de l'approvisionnement en carburants et de l'échange de produits pétroliers. Selon une source gouvernementale mauritanienne relayée par la plateforme spécialisée «Attaqa.net», cette coopération pourrait également s'étendre à des projets d'infrastructures stratégiques, notamment la mise en place de lignes à haute tension pour le raccordement électrique, traduisant une volonté d'in-

tégration énergétique plus large entre les deux voisins.

Dans ce contexte, la réouverture des stations de distribution de Naftal en Mauritanie, fermées depuis plusieurs années, apparaît comme une priorité opérationnelle. Une telle initiative permettrait de diversifier les sources d'approvisionnement du marché mauritanien et d'en renforcer la stabilité, dans un environnement international marqué par une forte volatilité des prix de l'énergie.

En revanche, le dossier de la première raffinerie de pétrole du pays semble désormais relégué au second plan. Mise en service en 1978 en partenariat avec Naftal, cette infrastructure historique a cessé ses activités en 2000. Aujourd'hui, son redémarrage n'est plus envisagé, les équipements étant devenus obsolètes après des décennies d'inactivité. De plus, les autorités estiment que le raffinage local n'est plus économiquement viable face à l'option d'importation directe de produits raffinés sur les marchés internationaux.

La Mauritanie dépend entièrement des importations de carburants, assurées par voie maritime via Nouadhibou et Nouakchott, ce qui lui garantit une certaine autonomie logistique. Toutefois, cette dépendance l'expose fortement à la volatilité des prix mondiaux, accentuée par la crise au Moyen-Orient, entraînant une hausse de plus de 80 % des coûts énergétiques et une lourde charge de subventions pour l'État, estimée à 17 milliards d'ouguiyas anciennes.

Pour limiter l'impact sur le pouvoir d'achat, les autorités plafonnent la hausse des prix à 5 % et adoptent un mécanisme basé sur des moyennes mensuelles. Parallèlement, elles misent sur le renforcement des stocks stratégiques et des capacités de stockage, avec de nouveaux dépôts prévus d'ici 2026. Enfin, la pression s'accroît également sur le soutien au gaz domestique, dont le coût pourrait atteindre 45 milliards d'ouguiyas par an, rendant nécessaires des réformes pour assurer la soutenabilité budgétaire.

DOMESTIC AIRLINES Perturbations probables dans le programme des vols lundi à cause du mauvais temps

Domestic Airlines a annoncé, dans un communiqué, que le programme des vols prévus ce lundi pourrait être perturbé en raison du mauvais temps.

"Domestic Airlines informe son aimable clientèle que le programme des vols prévus lundi 30 mars 2026 pourrait être perturbé en raison des mauvaises conditions météorologiques, notamment les vents violents attendus pendant cette période", lit-on dans le communiqué.

SKIKDA

Ateliers de formation à l'entrepreneuriat au profit de plus de 50 étudiants porteurs de projets

Plus de 51 étudiants porteurs de projets de plusieurs universités, centres de recherche et entreprises bénéficient du 30 mars au 3 avril prochain des ateliers de formation à l'entrepreneuriat organisés à l'université 20 août de Skikda par la cellule d'orientation et d'accompagnement des projets économiques de la faculté des sciences

économiques et commerciales et des sciences de la gestion. En marge de l'ouverture des ateliers, Dr. Sara Zarkot, présidente de cette activité, a indiqué à l'APS que cette formation par téléconférence est encadrée par des enseignants de la faculté des sciences économiques et de la cellule d'orientation et d'accompagnement en coordination avec l'incu-

bateur de l'université et des formateurs en entrepreneuriat. Les participants bénéficieront ainsi de plusieurs ateliers thématiques sur notamment l'évaluation du modèle de l'activité commerciale, des aspects juridiques et financiers de l'entreprise, d'assistance à la conception préliminaire du projet et à l'élaboration d'un plan de travail clair et global, a précisé la

même source. Au terme de la formation, huit projets seront sélectionnés par les encadreurs en vue d'accompagner leurs porteurs jusqu'à la concrétisation effective de leurs idées. Des porteurs de projets des universités de Skikda, d'Annaba, de Sétif, de Biskra et de Naâma ainsi que de centres de recherche et d'entreprises économiques participent à ces ateliers,

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INNOVATION ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Sonatrach place le numérique au cœur de sa stratégie

Face aux mutations rapides que connaît l’industrie mondiale du gaz, les acteurs du secteur sont appelés à opérer un virage stratégique vers la numérisation et l’intelligence artificielle, désormais considérées comme des leviers incontournables de performance et de compétitivité. C’est le message central délivré hier à Oran par le président de l’Association algérienne de l’industrie du gaz, Noureddine Daoudi, à l’ouverture du 8e symposium de l’organisation.

Par Réda Hadi

Dans une allocution prononcée en son nom par Ferhat Ounoughi, vice-président chargé du développement des affaires et du marketing au sein du groupe Sonatrach, M. Daoudi a insisté sur la nécessité pour les entreprises gazières d’intégrer les technologies de pointe afin de s’adapter à un environnement énergétique en constante évolution. Selon lui, la transformation digitale et l’intelligence artificielle ne sont plus de simples options, mais des impératifs pour améliorer la productivité, optimiser la gestion des infrastructures et renforcer la durabilité des systèmes énergétiques. Noureddine Daoudi, qui occupe également le poste de P-DG du groupe Sonatrach, a souligné que ces outils technologiques permettent notamment d’optimiser les processus industriels, de mieux anticiper les défaillances techniques et de rationaliser les coûts d’exploitation. Ils contribuent également à améliorer la sécurité des installations et à réduire l’empreinte environnementale du secteur, dans un contexte marqué par une exigence croissante de transition énergétique. Au-delà de ces aspects technologiques, Noureddine Daoudi a rappelé le rôle stratégique du gaz naturel dans l’équilibre des marchés énergétiques mondiaux. Malgré l’essor des énergies renouvelables, cette ressource continue de s’imposer comme un pilier essentiel, en raison de sa flexibilité et de son impact environnemental relativement modéré com-

paré aux autres combustibles fossiles. Le gaz naturel apparaît ainsi comme une solution intermédiaire permettant d’assurer la stabilité des systèmes énergétiques tout en accompagnant la montée en puissance des énergies propres. Dans cette perspective, Sonatrach entend consolider sa position sur la scène énergétique internationale. Le groupe poursuit ses efforts pour accroître ses capacités de production, moderniser ses infrastructures et diversifier ses partenariats. L’objectif est double : garantir la sécurité des approvisionnements, notamment vers les marchés européens, et répondre aux nouvelles exigences en matière de durabilité et de compétitivité. Le président de l’Association algérienne de l’industrie du gaz a également mis en lumière les défis liés à la transition énergétique, désormais au cœur des politiques internationales. La décarbonation du secteur gazier s’impose comme un enjeu majeur, impliquant des investissements importants dans les technologies de capture du carbone, l’amélioration de l’efficacité énergétique et la réduction des émissions de méthane. Dans ce contexte, l’hydrogène, en particulier celui à faible teneur en carbone, se profile comme une alternative prometteuse. Selon M. Daoudi, cette ressource représente l’un des piliers du futur système énergétique mondial. Elle ouvre la voie à de nouvelles opportunités d’investissement et de coopération internationale, tout en permettant aux pays producteurs de gaz de valoriser leurs ressources et de développer de nouvelles chaînes de valeur.

8E SYMPOSIUM DE L’AIG

Le gaz, ressource incontournable pour la stabilité énergétique

Le gaz naturel devrait conserver une place prépondérante sur le marché mondial de l’énergie durant les prochaines décennies, à la faveur de ses coûts compétitifs, a affirmé lundi l’expert en Energie, Sadek Bous-sena. Intervenant lors de la session stratégique A du 8e Symposium de l’Association algérienne de l’industrie du gaz (AIG), qui se poursuit à Oran, M. Boussena a souligné que la demande euro-

péenne en gaz devrait rester soutenue, en dépit des turbulences géopolitiques, mettant en avant les atouts stratégiques de l’Algérie dans ce domaine. Présentant plusieurs scénarios d’évolution du marché gazier dans le contexte géopolitique actuel, il a défendu la thèse d’un rôle durablement central du gaz dans le mix énergétique mondial. Il a toutefois relevé que cette dynamique demeure tributaire de la stabilité de l’économie mondiale

et des équilibres internationaux. L’expert a, en outre, mis en exergue les atouts dont dispose l’Algérie pour consolider sa position sur le marché international, citant notamment l’importance de ses réserves, des coûts de production compétitifs, l’existence d’infrastructures de transport opérationnelles, ainsi que l’expérience accumulée en matière de commercialisation. A cela s’ajoute, a-t-il poursuivi, la proximité géographique avec le

marché européen, constituant un avantage stratégique majeur. Abordant les perspectives d’évolution du secteur, M. Boussena a évoqué la possibilité de développer des synergies entre le gaz naturel, l’hydrogène et les énergies renouvelables, estimant que l’intégration de ces trois composantes pourrait ouvrir des perspectives prometteuses pour une industrie énergétique durable.

R E/APS.

DÉVELOPPEMENT DE L’INDUSTRIE GAZIÈRE EN AFRIQUE

Le rôle pionnier de l’Algérie salué

Le Secrétaire général de l’Organisation des pays africains producteurs de pétrole (APRO), Farid Ghezali, a souligné, lundi à Oran, le rôle central de l’industrie gazière dans le paysage énergétique mondial, mettant en avant la contribution stratégique de l’Algérie et de ses institutions dans le développement de ce secteur en Afrique et dans la région. Dans son intervention, au cours de la première session stratégique, organisée dans le cadre des travaux du 8e symposium de l’AIG, consacré au gaz naturel et l’hydrogène, M. Ghezali a rappelé la place historique de l’Algérie dans l’industrie gazière mondiale, évoquant notamment les infrastructures développées,

depuis plusieurs décennies, qui constituent, aujourd’hui, un atout majeur pour la transformation, la valorisation et l’exportation des ressources énergétiques. Il a également salué le rôle pionnier de l’Algérie dans la production du gaz naturel liquéfié (GNL), rappelant la mise en service, en 1964, de la première unité de liquéfaction au monde, un jalon historique ayant positionné le pays comme référence internationale dans le secteur énergétique. Abordant la question du gaz naturel en Afrique, le responsable a estimé qu’il ne s’agit pas d’une solution transitoire, mais d’un pilier essentiel de l’industrialisation, de la stabilité des systèmes électriques et du développement des

chaînes de valeur industrielles, soulignant que le gaz contribue également à l’intégration régionale à travers les interconnexions, les gazoducs, les terminaux GNL et les capacités de stockage. Concernant l’hydrogène, il a indiqué qu’il représente une opportunité stratégique majeure pour le continent africain, à condition de mettre en place un écosystème complet incluant les énergies renouvelables, les infrastructures adaptées, les mécanismes de financement et les cadres réglementaires nécessaires. Il a insisté, dans ce cadre, sur la nécessité de faire de l’hydrogène un levier d’industrialisation locale, et non uniquement un produit d’exportation. Sur le plan envi-

ronnemental, il a appelé à renforcer la performance de l’industrie gazière, à travers la réduction du torchage, la maîtrise des émissions de méthane et l’amélioration de l’efficacité énergétique, grâce à la digitalisation et aux technologies bas carbone, estimant que le gaz africain doit être à la fois compétitif et exemplaire. Enfin, il a appelé à renforcer la coopération panafricaine, afin de transformer le potentiel énergétique du continent en véritable levier de prospérité, estimant que l’intégration régionale et la coordination des politiques énergétiques sont essentielles pour accélérer la mise en œuvre des projets structurants et renforcer la résilience du secteur.

UNION INTERNATIONALE DU GAZ

L’Algérie, un leader dans le domaine du GNL

Synthèse Zahir R.

Le président de l’Union internationale du gaz, Andrea Stegher, a affirmé, hier à Oran, que l’Algérie est un leader dans le domaine du gaz naturel liquéfié (GNL). Dans son intervention, lors de la première session stratégique du 8e symposium de l’Association algérienne de l’industrie du gaz, organisé sous le thème « Gaz naturel et hydrogène : l’innovation au service d’une industrie durable », M. Stegher a expliqué que « les experts du gaz en Algérie ont compris depuis longtemps que le gaz n’est pas seulement une source d’énergie, mais un moyen au service des populations et un élément essentiel pour atteindre une véritable durabilité ».

Pour lui, le rôle de l’industrie gazière demeure central à plusieurs niveaux, que ce soit pour répondre aux besoins actuels des consommateurs ou pour garantir l’accès à l’énergie aux générations futures. L’intervenant a noté que cette vision est désormais partagée tant par les acteurs du secteur que par les consommateurs, qui considèrent le gaz comme une option énergétique viable.

Il a également évoqué la croissance de la demande énergétique liée à l’intelligence artificielle et aux centres de données, affirmant que « si nous voulons répondre à cette demande croissante tout en réduisant l’intensité carbone, le gaz reste une solution incontournable à court terme, aux côtés des énergies renouvelables ». Le président de l’Union internationale du gaz a appelé à poursuivre les investissements dans ce domaine et à développer les infrastructures au moment opportun et à l’échelle requise. Il a également insisté sur le fait que le gaz demeure une source d’énergie sûre et fiable, ainsi qu’un élément clé dans les différents scénarios énergétiques futurs, saluant à cet égard l’expérience de l’Algérie fondée sur des partenariats de long terme ayant renforcé la confiance et l’innovation dans ce secteur. Stegher a souligné que l’innovation reste au cœur de l’industrie gazière, à travers les évolutions technologiques continues, tant dans les systèmes traditionnels que dans les solutions à faibles émissions, ainsi que par le recours croissant à la digitalisation et à l’intelligence artificielle pour améliorer l’efficacité et réduire les émissions.

Il a également indiqué que le partage des connaissances et des meilleures pratiques constitue l’un des piliers de l’action de l’Union internationale du gaz, précisant que l’innovation sera également au centre du prochain congrès de l’Union (GRC 2027), prévu l’année prochaine à Budapest (Hongrie).

Au passage, le président de l’Union internationale du gaz a, par ailleurs, salué le rôle joué par l’Algérie et l’Association algérienne de l’industrie du gaz dans le développement de l’industrie gazière à l’échelle régionale, considérant que les infrastructures réalisées au fil des décennies constituent un atout stratégique pour l’avenir. « Au sein de l’Union internationale du gaz, nous représentons une communauté d’ingénieurs, d’opérateurs, d’entrepreneurs et d’innovateurs, unis par un objectif commun : réaliser une transition énergétique responsable, durable et abordable », a-t-il conclu.

SÛRETÉ DE WILAYA D'ALGER

Saisie de près de 2 kg de kif traité et de 3.675 comprimés psychotropes à Dar El Beida

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont procédé, la semaine écoulée, au démantèlement de deux réseaux criminels dans une affaire de trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, et à la saisie de près de 2 kg de kif traité et de 3.675 comprimés psychotropes, indique un communiqué des mêmes services. "Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger, représentés par la brigade de la police judiciaire de la Sûreté de la circonscription administrative de Dar El Beida, ont démantelé, la semaine passée, deux réseaux criminels constitués de 4 individus, dans une affaire de trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, avec la saisie de près de 2 kg de kif traité, de 3.675 comprimés psychotropes et d'armes blanches prohibées", précise la même source. Cette opération a été exécutée "suite à des investigations intenses sur le terrain, ayant permis aux enquêteurs de dévoiler l'activité de deux réseaux criminels spécialisés dans le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, et d'identifier et d'arrêter les suspects, outre la saisie de quantités de drogue dissimulées à l'intérieur des domiciles des mis en cause". Menée sous la supervision du parquet territorialement compétent, l'opération a permis la saisie de "3.675 comprimés psychotropes, de 1 kg et 700 grammes de kif traité, de deux armes blanches prohibées, de 27 millions de centimes provenant du trafic, ainsi que deux véhicules de tourisme utilisés dans le transport de ces drogues". Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Dar El Beida, ajoute la même source.

APS

BLIDA

Perturbations dans l’AEP dans plusieurs communes

Des perturbations dans l'approvisionnement en eau potable (AEP) sont enregistrées, à partir de lundi, dans plusieurs communes de la wilaya de Blida, en raison de l'arrêt provisoire de certains complexes hydrauliques causé par les dernières intempéries, a indiqué l'unité-Blida de l'Algérienne des eaux (ADE) dans un communiqué. Selon la même source, cette perturbation concerne le centre-ville de Blida et sa partie-ouest, ainsi que des quartiers de Bouârfa, Chiffa (centre-ville, Sidi El-Madani, Communal, Sidi Yahia) et Aïn Romana (Bordj El Amir). Cette situation est due à l'ar-

APS

Mardi 31 mars 2026

SALON ALGERIA INVEST EXPO À ORAN

Signature de 80 accords de partenariats

Quatre-vingts accords de partenariat préliminaires ont été conclus dans les domaines de l'investissement et de l'exportation lors de la huitième édition du Salon international de l'investissement dans l'industrie, la construction, l'énergie, la logistique et l'exportation « Algeria Invest Expo », qui a clôturé ses activités ce dimanche au Centre de conférences « Mohamed Ben Ahmed » à Oran. Le commissaire du salon, Ahmed Haniche, a expliqué que ces accords ont été conclus entre des opérateurs nationaux, d'institutions publiques et privées, et leurs homologues étrangers, et comprennent plusieurs branches, notamment l'exportation de divers produits vers les pays afri-

cains, tels que des matériaux de construction, des appareils électriques et ménagers et des services. Par ailleurs, deux accords d'exportation directe ont été conclus concernant les matériaux de construction, le bois et ses dérivés vers la Tunisie et la Mauritanie, en plus d'accords d'investissement visant à établir des usines et des unités de production dans divers secteurs industriels, notamment les matériaux de construction et les appareils ménagers, dans un certain nombre de pays africains, dont la Guinée, le Zimbabwe et la Namibie. Cet événement économique, organisé sur quatre jours à l'initiative de l'agence de communication Sunflower et sous les auspices du ministère de l'Industrie, a vu la

présence d'hommes d'affaires de Guinée, du Sénégal, de Mauritanie et du Pakistan, spécialisés dans le domaine de l'importation, dans le but d'établir des partenariats commerciaux avec les institutions nationales et d'ouvrir de nouveaux horizons pour l'exportation des produits algériens. L'événement a également été marqué par la visite d'une trentaine de responsables des relations commerciales représentant une trentaine d'ambassades accréditées en Algérie, originaires d'Afrique, d'Asie et d'Europe, venus s'informer sur les opportunités d'investissement direct et promouvoir l'exportation de produits nationaux.

R E.

GENDARMERIE NATIONALE

Plusieurs routes coupées à la circulation à cause des intempéries

été coupé à la circulation, au niveau de Guettia (commune de Charef). La même situation a été enregistrée à El Bayadh, au niveau de la RN 47 reliant cette wilaya à celle de Laghouat, juste avant l'échangeur de la commune de Stitten.

Indiquant que certaines routes restent impraticables à cause des intempéries, les services de la Gendarmerie appellent les automobilistes à la prudence et à la vigilance.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 29 مارس 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 29 Mars 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	الذنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	72	81	63	البطاطا
	Tomate	151	166	137	الطماطم
	Oignon sec	101	110	93	البصل الجاف
	Ail sec	992	1085	898	الثوم الجاف
	Carotte	104	116	93	الجزر
	Navet	115	128	102	اللفت
	Choux fleur	143	157	129	قرنبيط
	Choux	100	112	88	الكرنب
	Courgette	114	128	100	الكوسة
	Haricot vert	371	400	343	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	137	152	121	الخس
Fruits frais	Orange	225	278	173	البرتقال
	Citron	180	203	157	الليمون
	Pomme locale	418	504	332	التفاح المحلي
	Datte	503	633	373	التمر
	Banane	460	481	439	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1964	2107	1822	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	421	434	409	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-13,84	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	NC	0,00	-0,01	-0,77	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	NC	0,00	0,00	1,57	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 230,00	2229,00	-0,04	-0,45	-1,77	10,63	5,61	1100	2 451 900,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,24	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,56	3,97	5,00	15	6 300,00

EN PROGRESSION DE 8,8 % EN 2025 PAR RAPPORT À 2024

Le marché des assurances affiche une croissance solide

Le marché des assurances en Algérie confirme sa trajectoire ascendante en 2025, franchissant un seuil historique avec un chiffre d'affaires global de 200,5 milliards de dinars, soit une croissance annuelle de 8,8 %, selon les dernières données du Conseil national des assurances (CNA). Ce dynamisme reste largement soutenu par les assurances de dommages, l'essor spectaculaire de l'activité Takaful et la performance notable des acceptations internationales, qui renforcent la présence du secteur à l'échelle mondiale. Cette performance traduit non seulement la résilience du secteur, mais aussi sa capacité à capter de nouveaux relais de croissance dans un environnement économique en mutation.

Par Selma R.

Cette dynamique repose ainsi essentiellement sur la solidité des assurances de dommages, qui continuent de structurer le marché avec 165,8 milliards de dinars, représentant 82,7 % de l'activité globale. En progression de 8,9 %, cette branche demeure le véritable moteur du secteur. L'assurance automobile conserve sa position dominante avec 78,9 milliards de dinars, en hausse de 10,6 %, soit près de la moitié du segment des dommages. Cette performance reflète la forte demande liée à l'évolution du parc automobile et au caractère obligatoire de cette couverture. À ses côtés, la branche incendie et risques divers affiche également une contribution significative avec 72,6 milliards de dinars, enregistrant une croissance de 7,4 %. Cette évolution est particulièrement portée par la sous-branche « autres dommages aux biens », qui bondit de 25,6 %, traduisant une prise de conscience accrue des entreprises et des particuliers face aux risques patrimoniaux. Le segment du transport, quant à lui, atteint 7,7 milliards de dinars, en progression de 4,8 %, avec une forte contribution du transport maritime, en hausse de 18,7 %, portée par la reprise des échanges commerciaux. Le secteur agricole, bien que représentant un volume plus modeste avec 2,8 milliards de dinars, enregistre une croissance notable de 17,6 %, signe d'un intérêt croissant pour la couverture des risques climatiques et de production, malgré une contraction du nombre de contrats. L'assurance-crédit, de son côté, atteint 3,8 milliards de dinars, en hausse de 7,2 %, confirmant son rôle dans la sécurisa-

tion des transactions commerciales. En parallèle, les assurances de personnes poursuivent leur progression, bien que sur un rythme plus modéré. Avec un chiffre d'affaires de 22 milliards de dinars, en hausse de 3,5 %, ce segment reste en deçà de son potentiel. La prévoyance collective domine cette catégorie avec 9,9 milliards de dinars, mais affiche une quasi-stagnation (+0,1 %). En revanche, la branche assistance se distingue par une croissance remarquable de 20,4 %, atteignant 5,5 milliards de dinars, ce qui en fait le segment le plus dynamique de cette catégorie. À l'inverse, l'assurance viatic recule nettement de 8,1 %, à 3,3 milliards de dinars, illustrant les défis persistants en matière de développement de l'épargne assurantielle. L'un des faits marquants de l'année reste sans conteste l'essor du Takaful, qui s'impose progressivement comme un nouveau pilier du marché. Avec un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de dinars, en hausse spectaculaire de 84,3 %, ce segment affiche la croissance la plus rapide du secteur. Le Takaful général enregistre une progression exceptionnelle de 126,5 %, atteignant 563,3 millions de dinars, tandis que le Takaful familial s'établit à 821 millions de dinars, en hausse de 62 %. L'assurance automobile domine largement ce segment émergent, représentant 74 % des souscriptions en Takaful général, ce qui confirme son rôle structurant dans l'ensemble du marché.

Au-delà des dommages, l'émergence du Takaful redessine le secteur en 2025

Sur le plan des sinistres, les indicateurs tra-

duisent une évolution contrastée. Le montant des sinistres déclarés s'établit à 90 milliards de dinars, en baisse de 14,2 %, ce qui allège la pression liée aux nouvelles charges. En revanche, les sinistres effectivement réglés atteignent 85,6 milliards de dinars, en hausse de 7,9 %, traduisant un effort accru des compagnies pour honorer leurs engagements. Cette dynamique s'accompagne d'une amélioration notable dans la gestion des dossiers en instance, dont le stock s'élève à 131,2 milliards de dinars pour 1,6 million de dossiers, avec une réduction de 389 864 dossiers par rapport au trimestre précédent. Enfin, la structure du marché reste largement dominée par le secteur public, qui concentre 73 % des parts de marché, avec un chiffre d'affaires de 134,8 milliards de dinars. Le secteur privé, quant à lui, détient 24,1 %, soit 44,6 milliards de dinars, confirmant sa présence mais dans des proportions encore limitées. Les acceptations internationales, en hausse de 11,9 %, atteignent 11,2 milliards de dinars, traduisant une ouverture progressive du marché algérien à l'international. Au regard de ces performances, le secteur des assurances en Algérie s'inscrit dans une dynamique de croissance solide et diversifiée. Entre consolidation des segments traditionnels, montée en puissance du Takaful et amélioration progressive de la gestion des sinistres, le marché semble engagé sur une trajectoire durable, appelée à jouer un rôle de plus en plus structurant dans le financement de l'économie nationale.

5E COLLOQUE NATIONAL DES INGÉNIEURS AGRONOMES À ORAN

Appel au renforcement de la numérisation et à l'intensification de la coopération

Les participants au 5e colloque national des ingénieurs agronomes, dont les travaux ont pris fin dimanche à l'Université d'Oran 2 Mohamed Benahmed, ont recommandé de renforcer la numérisation dans le secteur agricole et d'intensifier la coopération entre les centres de recherche, les universités et les ingénieurs agronomes, afin d'améliorer la production végétale et animale et de concrétiser une agriculture intelligente et durable. Les recommandations ayant sanctionné cette rencontre, organisée sous le patronage du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Yacine El mahdi Oualid, ont mis en avant la nécessité de soutenir la recherche scientifique appliquée dans les domaines de l'agriculture intelligente et de la mécanisation, ainsi que de renforcer les programmes de formation continue au profit des ingénieurs agronomes et des agriculteurs, notamment dans les domaines de la numérisation et de la gestion des ressources. Les participants ont également appelé à la mise en place d'organismes spécialisés dans la production et la fourniture de produits

biologiques, afin de soutenir l'orientation vers une agriculture durable et respectueuse de l'environnement. Ils ont insisté sur l'importance d'impliquer les ingénieurs agronomes dans la gestion des unités de production et de valoriser leur rôle dans le développement de la production animale, à travers l'intégration des technologies modernes et l'amélioration des pratiques d'alimentation et de santé animale. Les recommandations ont en outre souligné la nécessité d'intégrer les ingénieurs agronomes spécialisés en mécanisation au sein du Conseil national de la mécanisation, ainsi que d'actualiser la loi d'orientation agricole de manière à qualifier cette catégorie professionnelle, à lui accorder la priorité dans l'accès aux périmètres agricoles et à lui permettre de créer des laboratoires d'analyses des sols et de l'eau dans un cadre juridique organisé. Elles ont également insisté sur l'importance d'intégrer les jeunes ingénieurs au sein des instituts techniques du secteur et de renforcer leur rôle dans le développement des services agricoles.

Ce colloque, organisé par l'Union nationale des ingénieurs agronomes sous la supervision du wali d'Oran, M. Brahim Ouchène, a été marqué par la présentation de conférences portant sur plusieurs thématiques, notamment le soutien à la profession et la valorisation du rôle de l'ingénieur agronome, la transition numérique et l'agriculture intelligente, la mécanisation agricole et la modernisation technique, ainsi que le développement et la protection du cheptel, en plus de l'organisation de la production, l'amélioration des rendements, l'agriculture durable et les produits biologiques. La manifestation, qui s'est étalée sur deux jours, a également donné lieu à l'organisation de sessions de formation au profit des ingénieurs sur les analyses des sols et de l'eau, ainsi qu'à des ateliers consacrés au cadre législatif et institutionnel de la modernisation du secteur agricole, aux défis professionnels des experts agronomes et des bureaux d'études, et au rôle du Conseil national des ingénieurs agronomes dans l'organisation de la profession.

R E.

APN

Le ministre Sayoud présente le projet de loi relatif au régime électoral

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présenté, lundi, un exposé devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) portant sur le projet de loi organique relatif au régime électoral.

L'exposé a été présenté lors d'une plénière présidée par le président de l'APN, M. Brahim Boughali, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali.

A cette occasion, M. Sayoud a indiqué que le texte de loi vise à "ancrer les principes démocratiques et à établir des bases juridiques et organisationnelles solides pour un processus électoral fondé sur la transparence, l'intégrité, la neutralité et le respect de la liberté de choix du citoyen", soulignant que ce projet de loi reflète l'attachement de l'Etat à renforcer le processus électoral et à consolider la confiance populaire".

Le projet prévoit, "la réorganisation et la restructuration de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), de manière à garantir son indépendance et une performance optimale, tout en préservant ses prérogatives essentielles et en les dissociant des missions matérielles et logistiques assurées par les services du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports", a-t-il ajouté.

L'ensemble des amendements introduits dans ce projet "ne constitue pas une rupture avec la loi organique en vigueur, mais viennent renforcer ses acquis et développer ses mécanismes afin de garantir l'instauration d'un système électoral plus équilibré et des institutions plus fortes, plus représentatives et à la hauteur des aspirations du citoyen, en consolidation de l'Etat de droit", a-t-il encore relevé, notant que ce projet de loi "comprend 14 articles, modifiant 85 dispositions, introduisant 4 nouveaux articles et abrogeant 5 autres".

Le projet de loi s'inscrit dans le cadre "des réformes initiées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment dans leur volet politique, visant à ancrer l'Etat de droit", a-t-il rappelé. Lors des débats, les députés ont salué le contenu du projet de loi, notamment en ce qui concerne "la séparation entre les missions logistiques confiées au ministère de l'Intérieur et les missions essentielles relatives à l'organisation et à la supervision des élections, qui relèvent des prérogatives de l'ANIE". De son côté, la Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés a souligné, dans son rapport préliminaire, que ce projet de loi constitue "une importante démarche dans le développement du régime électoral, compte tenu des dispositions qu'il contient visant à renforcer la transparence et la régularité et à améliorer l'organisation des opérations électorales, à même d'ancrer une pratique démocratique saine et renforcer la confiance du citoyen dans les institutions élues".

APS

EL TARF

Lancement
«prochain» de
l'aménagement de 8
sites urbains de
plusieurs communes

Des travaux d'aménagement et de réhabilitation de huit sites urbains de plusieurs communes de la wilaya d'El Tarf seront « prochainement » lancés, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction.

Ces opérations retenues au programme sectoriel centralisé 2026 pour une enveloppe financière de 600 millions DA visent à améliorer le paysage urbain et promouvoir le cadre de vie des citoyens, a précisé le chef du service de l'architecture et de la construction de cette direction, Ahmed Drissi. Ces actions qui démarreront « avant fin avril prochain » concerneront des cités dans les communes de Lac des Oiseaux, de Boutheldja, de Chebita Mokhtar, d'El Tarf, d'Echatt et d'El Kala, selon la même source.

Les travaux ainsi programmés porteront sur le raccordement aux divers réseaux primaires et secondaires, le revêtement des chaussées, l'aménagement des trottoirs, la réalisation de réseaux d'assainissement, l'éclairage public et l'aménagement d'espaces verts, a-t-on indiqué.

R E.

DJELFA

Extension du réseau de
stockage des céréales
avec la réception d'un
nouveau centre à Aïn
El Ibel

Le réseau de stockage des céréales dans la wilaya de Djelfa a été renforcé par la réception d'un nouveau centre de proximité dans la commune d'Aïn El Ibel, dans le cadre d'un programme de développement touchant plusieurs communes, à-on avisé dimanche auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Mis en service la semaine dernière par les autorités locales, ce centre d'une capacité de 50.000 quintaux a été réalisé en 16 mois. Selon sa fiche technique, ce projet réalisé pour une enveloppe de plus de 224 millions de DA, au titre du programme complémentaire de développement, englobe de grands entrepôts de collecte et de stockage ainsi qu'une structure administrative de gestion. Ce nouvel acquis de développement, implanté à proximité de l'agglomération "Amra", s'ajoute à quatre (4) centres de proximité récemment reçus dans les communes de Hed Shari, Bouiret Lahdab, Lakhmis et Douis, contribuant dans leur ensemble à assurer des capacités supplémentaires de stockage estimées à 250.000 quintaux.

Par ailleurs, trois (3) autres centres de proximité sont en cours de réalisation, en plus d'un silo stratégique au chef-lieu de wilaya et d'un complexe de stockage en cours d'achèvement à Hassi Bahbah, d'une capacité de 200.000 quintaux, selon la même source.

APS

BOUIRA

Lancement d'opérations de
dénéigement pour rouvrir
plusieurs axes routiers

Des opérations de déneigement ont été lancées lundi à Bouira pour rouvrir plusieurs axes routiers bloqués par la neige notamment sur les routes nationales (RN) reliant Bouira aux wilayas de Médéa et de Tizi Ouzou, a-t-on appris auprès de la direction des travaux publics (DTP).

Plusieurs engins, dont des chasse-neige, ont été déployés par la DTP sur la RN 62, plus précisément au col de Dechmia, qui relie Bouira à la wilaya voisine de Médéa, ainsi que sur la RN 6, qui relie Bouira à Tizi Ouzou via le col de Tizi Oudjaboub, sur les hauteurs de la commune montagneuse d'Ath Laâziz, a indiqué le directeur des travaux publics, Noureddine Gasmi. "Une opération similaire a également été lancée sur la RN 33, qui relie Bouira à

Tikjda, où des engins de déneigement ont été déployés par la DTP pour rouvrir cet axe routier à la circulation automobile, et les opérations de déneigement sont toujours en cours", a assuré M. Gasmi. Suite aux chutes de pluie et de neige enregistrées depuis dimanche soir, les autorités locales ont installé plusieurs cellules de veille et d'opérabilité au niveau des Daïras pour suivre la situation météorologique, en collaboration avec les autres services afin d'assurer des interventions

rapides et efficaces en cas d'incidents, a fait savoir le même responsable. "Des opérations de curage des cours d'eau et des avaloirs ont été lancées également pour déboucher les voies et pour éviter d'éventuelles inondations suite à ces intempéries que connaît la wilaya de Bouira, à l'instar des autres wilayas du pays", a-t-il dit.

APS

BATNA

Le secteur de la santé sera renforcé prochainement par 25 véhicules

Le secteur de la santé dans la wilaya de Batna sera renforcé prochainement par 25 véhicules de transport sanitaire, a-t-on appris dimanche auprès du directeur de la santé et de la population (DSP), Hamdi Chagouri. Ce lot retenu pour la wilaya au titre

de l'exercice 2026 est constitué de 15 ambulances médicalisées et 10 véhicules 4x4 réservés aux services d'épidémiologie et de médecine préventive, selon la même source qui a précisé qu'ils seront distribués aux établissements de santé de proximité et polycliniques de daïras

et communes reculées n'ayant pas bénéficié de ces moyens. Le parc des véhicules du secteur, notamment les ambulances a été renouvelé à près de 90 % outre son renforcement des véhicules frigorifiques et de transport de médicaments, a souligné le même respon-

sable. Au cours des dernières années, le secteur de la santé a été renforcé dans la wilaya par 76 nouveaux véhicules réservés au transport de médicaments et de vaccin ainsi que d'ambulances, a ajouté la même source.

Rédaction

TIARET

70 millions DA consacrés à la maintenance de l'éclairage public
et des routes urbaines au chef-lieu de wilaya

Une enveloppe financière estimée à 70 millions de dinars a été allouée, récemment, pour la maintenance de l'éclairage public et des routes urbaines dans la ville de Tiaret, a-t-on appris, dimanche, auprès du chef de daïra, Noureddine Lazreg. Le même responsable a souligné que 50 millions de dinars ont été consacrés à la maintenance de l'éclairage public, contre 20 millions de dinars destinés à la réhabilitation des routes urbaines, qui connaissent une dégradation notable.

M. Lazreg a indiqué qu'à partir de l'année en cours, la mission de maintenance de l'éclairage public sera confiée à des entreprises privées dans le cadre de contrats renouvelables d'une durée de cinq ans. Il a souligné que cette mesure est dictée par plusieurs facteurs, notamment le manque d'équipements, l'absence de techniciens spécialisés, ainsi que l'étendue du réseau d'éclairage qui s'étale sur 275 km et comprend plus de 81.000 points lumineux.

Par ailleurs, une enveloppe de 20 millions de dinars a été destinée à la réhabilitation des routes endommagées, soit à la suite de travaux de creusement liés à la réalisation de projets de développement, soit en raison des précipitations enregistrées dans la région, au cours des dernières semaines. La réalisation de ces travaux a été confiée à la direction des Travaux publics, selon la même source.

Agence

KHENCHELA

Désignation de 6 espaces publics pour la vente des moutons d'importation

Six espaces publics ont été réservés dans la wilaya de Khenchela pour la vente des moutons d'importation destinés au sacrifice de l'Aïd, a indiqué dimanche le directeur des services agricoles (DSA), Saïd Tamen. Ces espaces se répartissent sur les communes de R'mila, d'Ain Touila, d'El Mehmel, d'Ouled Rechache, de Bouhmama et de Chechar, a précisé à l'APS M.

Tamen. Pas moins de 52 semi-remorques et 6 camions moyen tonnage du secteur privé ont été mobilisés pour le transport des troupeaux importés depuis les sites de mise en quarantaine vers les espaces publics de vente, a ajouté le même responsable. La commission de wilaya chargée d'encadrer et coordonner l'opération de transport, de distribu-

tion et de vente des troupeaux d'importation a été installée. Selon la même source, cette commission assurera la mise en place des dispositions d'organisation et de sécurisation de ces espaces, des plans de transport ainsi que des opérations d'alimentation, de gardiennage et de vente des moutons.

Agence

NAÂMA

Formation de 60 jeunes animateurs pour la saison estivale

Quelque 60 jeunes suivent actuellement un stage de formation initiale destiné aux animateurs des centres de vacances et de loisirs pour jeunes, organisé à la maison de jeunes «?Derbal Cheikh?» dans la commune de Naâma, en préparation de la prochaine saison estivale, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya. Ce programme de formation, mis en place en coordination avec la ligue de wilaya de promotion des activités récréatives pour

enfants, comprend des cours théoriques et pratiques répartis sur deux semaines, jusqu'au 3 avril prochain. Il aborde notamment les techniques de sauvetage et de premiers secours, les principes de la psychologie de l'éducation, les sciences de la communication, ainsi que des thématiques liées à la santé, à l'hygiène et à la nutrition, selon les organisateurs. Parallèlement, des activités pratiques sont proposées aux participants, encadrées par des enseignants de l'Institut national de formation supérieure des cadres de la jeu-

nesse «?Madani Souahi?» de Tixeraine (Alger). Elles incluent les arts plastiques, le théâtre, les jeux éducatifs et récréatifs, ainsi que diverses activités scientifiques, toujours selon la même source. Ce stage a pour objectif de permettre aux animateurs des centres de vacances et de loisirs d'acquérir les compétences pédagogiques et culturelles nécessaires pour encadrer, dans les meilleures conditions, les activités destinées aux enfants lors des colonies de vacances estivales, ont souligné les organisateurs.

APS

Pékin peut-il aider à endiguer la guerre menée par Washington ?

Donald Trump pourrait bien avoir besoin de l'aide de Xi Jinping pour empêcher le conflit de s'étendre. Si Washington veut éviter que le conflit avec l'Iran ne dégénère en une crise régionale plus large, il a besoin de l'aide d'un allié a priori improbable : Pékin.

Par Weilin Deng (1)
et Bernard Haykel (2)

La Chine est la seule puissance étrangère qui pourrait vouloir pousser Téhéran à la désescalade et en avoir aussi les moyens. Un conflit prolongé menacerait la sécurité énergétique de la Chine, déstabiliserait une région cruciale pour ses intérêts commerciaux et mettrait à l'épreuve l'affirmation de Pékin selon laquelle elle est capable d'agir en tant que puissance mondiale responsable. En dépit de la rivalité entre Washington et Pékin, dans ce cas précis, les intérêts américains pourraient bien avoir besoin de la coopération chinoise. Les marchés de l'énergie, les chaînes d'approvisionnement et la stabilité du Moyen-Orient sont tous menacés. Le danger ne réside pas simplement dans une guerre prolongée entre Israël et l'Iran. Il s'agit d'un conflit plus vaste qui implique davantage les États-Unis, menace les infrastructures du Golfe et perturbe un corridor énergétique mondial essentiel. Une guerre prolongée est plausible, dans la mesure où les principaux belligérants continuent d'avoir des raisons pour continuer à se battre. Israël semble croire qu'une pression militaire soutenue, notamment grâce au soutien indéfectible des États-Unis, peut considérablement affaiblir les capacités militaires de l'Iran, voire même renverser le régime. Depuis des années, les stratèges israéliens soutiennent qu'une pression suffisante pourrait mettre à nu les fractures au sein du système politique iranien et affaiblir la République islamique de l'intérieur. L'Iran a une vision différente du conflit, mais il a ses propres raisons de continuer à se battre. Pour Téhéran, le simple fait de survivre constituerait en soi une forme de victoire. Si le régime parvient à résister à une pression militaire soutenue, il pourra affirmer avoir rétabli sa force de dissuasion et démontré que toute tentative visant à le renverser entraînera des coûts considérables pour ses adversaires. L'Iran dispose de plusieurs moyens pour faire grimper ces coûts : il lance actuellement des missiles et des drones contre un large éventail de pays, depuis Chypre et Israël jusqu'à Oman, en formant un vaste arc. Il a de fait fermé le détroit d'Ormuz en tirant sur des navires et en effrayant les assureurs. Il a également attaqué des installations énergétiques dans tous les États arabes du Golfe, ce qui a fait grimper les prix de l'énergie. Il peut encore intensifier ses actions en ciblant des installations industrielles vitales telles que les usines de dessalement et de production d'électricité ainsi que les systèmes de télécommunications, ce qui paralyserait les pays du Golfe. En d'autres termes, tant Israël que l'Iran peuvent encore voir des avantages à une guerre prolongée, tout comme certains groupes américains qui souhaitent voir la fin du régime iranien (par exemple, certains membres de la diaspora iranienne aux États-Unis et les néoconservateurs).

C'est ce qui rend ce conflit particulièrement dangereux. D'autres États ne partagent pas cette analyse. Les pays arabes du Golfe n'ont guère intérêt à une guerre longue. Leurs stratégies économiques reposent sur la stabilité, et même un conflit limité menace le tourisme, l'aviation, la logistique, l'immobilier et la confiance des investisseurs. Plus grave encore est la vulnérabilité des infrastructures essentielles. Des attaques contre les installations pétrolières et gazières, les terminaux d'exportation, les usines de dessalement ou les réseaux électriques entraîneraient des coûts économiques et sociaux immédiats et considérables. Toutefois, les gouvernements du Golfe restent réticents à s'engager directement dans la guerre. Ne pas réagir aux attaques iraniennes pourrait les faire passer pour faibles. Mais riposter militairement risque d'entraîner une escalade plus large et d'alimenter l'idée politiquement explosive qui voudrait que les gouvernements arabes combattent ouvertement aux côtés d'Israël. Pour les dirigeants du Golfe, la priorité n'est pas la victoire par l'escalade, mais la stabilité par l'endiguement. Les États-Unis ont tout intérêt à ce que les choses se passent ainsi. Mais la position de Washington est plus précaire qu'elle ne l'avait peut-être prévu. L'administration Trump semble s'être engagée dans ce conflit sans stratégie claire à long terme quant à la manière d'y mettre fin, et avec l'idée qu'il s'agirait d'une opération rapide. Initialement, ils espéraient peut-être mener une stratégie visant à affaiblir le régime à moindre coût, une stratégie à l'instar de celle que les responsables américains estiment avoir menée à bien avec la destitution de Nicolás Maduro au Venezuela : écarter le guide suprême iranien, encourager les factions les plus pragmatiques au sein de l'élite et réorienter la politique iranienne sans engager les forces armées américaines sur le long terme. Pour l'instant, toutefois, rien n'indique qu'une telle issue soit imminente. L'élite dirigeante iranienne semble parvenir à gérer les pressions liées à la succession tout en préservant la cohésion interne. L'appareil sécuritaire, qui vient de se livrer au massacre de milliers de manifestants en janvier, reste uni. Et si Téhéran continue de menacer la navigation dans le détroit d'Ormuz ou d'intensifier ses attaques contre Israël et les partenaires des États-Unis, Washington pourrait se retrouver davantage entraîné dans le conflit, même après avoir proclamé sa victoire.

C'est là que la Chine peut jouer un rôle central.

Pékin a toujours considéré le Moyen-Orient davantage comme un terrain économique que comme un théâtre d'opérations militaires. Son succès diplomatique le plus marquant de ces dernières années a été d'avoir facilité le rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran en 2023. La Chine n'a aucun intérêt à se retrouver prise au piège dans les conflits de la région. En revanche, elle a tout intérêt à

empêcher un conflit susceptible de déstabiliser une importante région productrice de pétrole et de perturber les voies commerciales maritimes qui sont vitales pour son économie. Cette logique permet d'expliquer la prudence de Pékin. Les analystes chinois peuvent avoir des avis divergents. Certains voient un avantage stratégique dans le fait que les États-Unis s'enlisent de nouveau dans une guerre au Moyen-Orient. D'autres estiment qu'un Iran libéré des sanctions pourrait offrir de nouvelles opportunités commerciales, comme cela s'est produit en Irak après l'invasion américaine de 2003. Mais le point de vue le plus lucide, et sans doute celui qui se rapproche le plus de la position des dirigeants chinois, est que l'instabilité prolongée ou l'effondrement du régime en Iran nuirait davantage à la Chine qu'il ne lui serait profitable. L'Iran reste l'un des rares points d'ancrage géopolitiques significatifs de la Chine au Moyen-Orient. Si le pays devait sombrer dans la guerre civile ou dans un désordre prolongé, Pékin perdrait alors son influence dans une région où elle s'est patiemment efforcée d'étendre sa présence. Le chaos en Iran pourrait également se propager, aggravant l'instabilité en Asie centrale et engendrant des risques sécuritaires en cascade à proximité de la frontière occidentale de la Chine. Plus important, une guerre à plus grande échelle menacerait directement les intérêts énergétiques de la Chine. Une part importante du pétrole transitant par le détroit d'Ormuz est destinée aux marchés asiatiques, et en premier lieu à la Chine, qui importe environ 5 millions de barils de pétrole brut par jour, soit un tiers du volume total transitant par le détroit. Toute perturbation durable dans cette région toucherait Pékin rapidement et durement. Pour la Chine, donc, la désescalade n'est pas un acte d'altruisme. C'est par pur intérêt. Et Pékin dispose d'un moyen de pression pour agir dans ce sens. La Chine est le premier client de l'Iran pour le pétrole et, de loin, son partenaire économique le plus important. En 2025, l'Iran a exporté environ 520 millions de barils de pétrole brut vers la Chine, ce qui signifie que Pékin achète environ 90 % des exportations pétrolières de Téhéran et représente environ un tiers du commerce total de l'Iran. Peu de puissances étrangères peuvent prétendre exercer une influence comparable sur les ressources économiques vitales de Téhéran. Cette influence n'est peut-être pas décisive, mais elle est réelle. La Chine a déjà fait savoir qu'elle souhaitait jouer un rôle diplomatique. Son ministre des Affaires étrangères s'est entretenu avec ses homologues de toute la région, et Pékin a dépêché son envoyé spécial au Moyen-Orient pour contribuer à apaiser les tensions. À tout le moins, la Chine peut utiliser ses relations économiques avec Téhéran pour faire pression contre toute nouvelle escalade. Elle peut clairement faire savoir que menacer les flux énergétiques et étendre la guerre imposerait des coûts non seulement aux

États-Unis et à leurs partenaires, mais aussi à l'une des rares relations économiques indispensables de l'Iran. Ainsi, par exemple, la Chine peut envoyer des navires pour escorter des pétroliers à travers le détroit d'Ormuz afin de signaler son engagement en faveur de la sécurité maritime. Cela ne signifie pas pour autant que Pékin va s'imposer comme le nouveau faiseur de paix au Moyen-Orient. La Chine reste peu encline à prendre des risques et il est peu probable qu'elle compromette sa position stratégique globale en adoptant des mesures radicales. Mais c'est précisément cette prudence qui renforce sa crédibilité dans ce contexte. Pékin souhaite que le conflit reste endigué. Elle dispose d'un moyen de pression sur l'un des principaux acteurs. Et, à l'instar de nombreux acteurs régionaux, elle n'a aucun intérêt à ce que l'escalade s'intensifie. Pour Washington, cela a des implications inconfortables mais claires. Les États-Unis continuent d'exercer une influence sans égale sur Israël. La Chine a plus d'influence sur l'Iran que presque n'importe quelle autre grande puissance. Si l'on veut trouver une issue diplomatique crédible, il faudra peut-être que ces deux pays utilisent leur influence de concert. À l'heure où les relations entre les États-Unis et la Chine sont par ailleurs définies par la rivalité, le Moyen-Orient pourrait offrir un terrain d'entente restreint mais important. Pour la Chine, contribuer à contenir le conflit permettrait de protéger ses intérêts fondamentaux tout en renforçant sa prétention à un leadership mondial responsable. Pour les États-Unis, collaborer avec Pékin à la désescalade pourrait aujourd'hui s'avérer plus utile que de marquer un nouveau point dans la compétition entre grandes puissances. Cette initiative pourrait être coordonnée par le Conseil de coopération du Golfe, un bloc politique, économique et sécuritaire créé à l'origine en partie pour se prémunir contre les menaces iraniennes et dont les États membres entretiennent des relations amicales tant avec les États-Unis qu'avec la Chine. Il existe par ailleurs un précédent de coopération multinationale en matière de sécurité dans la région : l'effort conjoint des États pour lutter contre la piraterie dans la Corne de l'Afrique, lancé en 2008. Lorsque le président américain Donald Trump se rendra à Pékin à la fin du mois, l'ordre du jour ne devrait pas se limiter aux droits de douane et au commerce. La question la plus urgente est de savoir si les deux plus grandes puissances mondiales peuvent collaborer pour empêcher qu'un conflit régional ne se transforme en crise mondiale.

(1) Doctorante à l'université de Pékin et chercheuse invitée à l'université de Princeton.

(2) Professeur d'études du Proche-Orient à l'université de Princeton.
Source : Foreign Policy 10-03-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

IRAK

L'oléoduc du Kurdistan, alternative imparfaite au détroit d'Ormuz pour les exportations de pétrole

Bagdad et Erbil vont reprendre les exportations de pétrole par le pipeline qui relie le territoire kurde au port turc de Ceyhan. Un quart de million de barils pourraient être écoulés par cette voie terrestre chaque jour, contre plus de 3 millions par la voie maritime avant la guerre. L'annonce est tombée tard dans la soirée, mardi 17 mars, après de longues discussions, sous l'œil d'émissaires américains, entre les autorités irakiennes de Bagdad et les dirigeants du pouvoir régional du Kurdistan autonome, dans le nord de l'Irak. Pour la première fois depuis le début de la guerre entre l'Iran, les Etats-Unis et Israël, le gouvernement kurde d'Erbil donne son feu vert à la reprise des exportations de pétrole, produit à Kirkouk, par l'oléoduc qui traverse son territoire vers le port turc méditerranéen de Ceyhan. Cette décision constitue une mesure d'apaisement inespérée, tant la question pétrolière est génératrice de tensions entre Erbil et Bagdad. Les exportations d'or noir par le nord avaient été interrompues ces deux dernières semaines, après que des milices irakiennes pro-iraniennes, solidement installées dans l'appareil d'Etat irakien, ont pris pour cible des raffineries dans la région autonome, poussant les entreprises étrangères à suspendre leurs activités. « Compte tenu des circonstances exceptionnelles auxquelles le pays est confronté, nous avons décidé d'autoriser la circulation du pétrole par l'oléoduc de la région du Kurdistan dès que possible, une étape importante vers la stabilité économique et la garantie des droits de toutes les parties », a déclaré Masrour Barzani, le premier ministre de la région autonome, dans un communiqué publié dans la nuit de mardi à mercredi. La décision a été immédiatement saluée, sur X, par Tom Barrack, envoyé spécial des Etats-Unis en Syrie et ambassadeur en Turquie, qualifiant la reprise des flux pétroliers de « développement positif, qui permet de renforcer la coopération

Agence

EGYPTE

Les transports publics augmentent jusqu'à 25%

Le ministère égyptien du Transport a annoncé une hausse des prix des billets de train ainsi que de certains tickets de métro, effective à partir du 27 mars 2026.

Selon un communiqué publié par le Conseil des ministres, le tarif des chemins de fer augmente selon la distance, à savoir de 12,5% pour les longs trajets et de 25% pour les lignes courtes distances. Toujours selon le même communiqué, le ministère a encouragé les citoyens, notamment les étudiants et les employés des secteurs public et privé, à acheter des abonnements de train et de métro, qui offrent des réductions significatives sur les différents trajets à travers le réseau ferroviaire et les trois lignes du métro du Caire.

Dans son communiqué, le ministère a assuré que cette mesure vise à mieux refléter les coûts réels d'exploitation, fortement impactés ces dernières années. Le ministère a expliqué que cet ajustement des prix est destiné à « faire face à la hausse des coûts et à assurer la continuité des services publics de transport ». Cet ajustement s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, la nécessité de couvrir les coûts d'exploitation, alors que les Autorités des chemins et des tunnels font face à d'importants défis financiers, en raison de la hausse des prix mondiaux des produits pétroliers importés en devises, ainsi que de l'augmentation répétée des



tarifs de l'électricité ces dernières années. Autre raison, le coût élevé de l'entretien de la flotte de trains et de rames de métro, lié notamment à la hausse des prix des pièces de rechange, ainsi qu'aux travaux en cours pour améliorer l'efficacité et moderniser plusieurs lignes ferroviaires. Troisième raison, l'augmentation périodique des salaires des employés des deux autorités. Le ministère a également indiqué qu'il

œuvre à renforcer les investissements dans les actifs et les biens des chemins de fer et de l'Autorité des tunnels afin d'accroître leurs ressources, dans le but d'assurer la pérennité de services de qualité pour les usagers. A noter que début mars, le ministère du Pétrole a relevé les prix des carburants de 14% à 30%, en raison de la volatilité des marchés mondiaux de l'énergie.

Agence

TUNISIE

La circulaire de la BCT alimente un vif débat économique

La circulaire publiée le 26 mars 2026 par la Banque centrale de Tunisie (BCT), imposant aux importateurs de produits dits « non prioritaires » une couverture intégrale en fonds propres, continue de faire réagir. Si la mesure vise à réduire la pression sur les ré-

serves en devises, elle suscite de nombreuses interrogations quant à ses conséquences économiques et sociales. Plusieurs réactions ont émergé sur les réseaux sociaux et dans les milieux économiques. Karim Ben Taieb Nasfi, vice président de l'Organisation tu-

nisienne pour l'information du consommateur, estime que cette décision pourrait constituer « une opportunité pour relancer la production locale ». Il appelle toutefois le ministère du Commerce à accompagner cette orientation par « un encadrement strict du marché, no-

tamment en matière de fixation des prix et de contrôle des marges pratiquées par la grande distribution ». Il met également en garde contre certaines exclusions, comme les fruits frais, craignant une hausse importante des prix.

R I.

LIBYE

Deux nouvelles découvertes gazières pour Eni, un atout de plus pour les exportations vers l'Italie

Dans un contexte de recomposition des équilibres énergétiques en Méditerranée et de relance progressive du secteur des hydrocarbures en Libye, les majors internationales intensifient leurs activités d'exploration dans le pays. Le groupe italien Eni a annoncé, le 16 mars dernier, la découverte de plus de 1 000 milliards de pieds cubes (1 Tcf), soit un peu plus de 28 milliards de mètres cubes de gaz au large de la Libye, à la suite d'une campagne d'exploration récente. Ces ressources sont réparties entre deux structures géologiques adjacentes, Bahr Essalam South 2 (BESS 2) et Bahr Essalam South 3 (BESS 3), situées à environ 85 km des côtes, à une profondeur d'eau d'environ 200 mètres.

Les deux puits exploratoires – B2-16/4 et C1-16/4 – ont permis d'identifier des intervalles riches en gaz au sein de la formation de Metlaoui, principal réservoir productif de la zone. Selon le communiqué du groupe, les données recueillies confirment « la présence d'un réservoir de haute qualité », avec une capacité de production déjà validée par un test sur le premier puits.

Un développement rapide adossé aux infrastructures existantes

L'un des principaux atouts de ces découvertes réside dans leur proximité avec le champ gazier de Bahr Essalam, le plus grand champ offshore du pays, en production depuis 2005. Cette configuration ouvre la voie à un déve-

loppement rapide, grâce à un raccordement aux installations existantes. Selon la National Oil Corporation (NOC), la compagnie nationale pétrolière libyenne, le projet pourrait ajouter jusqu'à environ 130 millions de pieds cubes par jour (près de 3,7 millions m³/jour), avec un gaz destiné à la fois au marché domestique et à l'exportation. Le gaz produit sera également exporté vers l'Italie, et s'inscrit dans un contexte d'échanges énergétiques soutenus entre les deux pays. En 2025, la Libye est devenue le premier fournisseur de pétrole brut du pays, avec 13,4 millions de tonnes livrées, soit près d'un quart de ses importations, devant l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et l'Irak. Cette position est

notamment favorisée par la proximité géographique entre les deux rives de la Méditerranée.

Un potentiel réel, mais contraint

Si cette découverte constitue un signal positif, son impact reste mesuré. Les volumes identifiés demeurent modestes à l'échelle régionale et pourraient générer, à moyen terme, seulement quelques centaines de millions de mètres cubes supplémentaires par an pour l'Italie. Rien qu'en 2025, l'Algérie voisine a par exemple exporté plus de 20 milliards m³ vers l'Italie, soit environ 32% des importations totales de gaz de « la Botte » sur la période.

Agence

GHANA

Le pays opte pour la distribution gratuite d’engrais aux agriculteurs en 2026

Au Ghana, le niveau d’utilisation d’engrais par hectare de terre cultivable est l’un des plus élevés en Afrique subsaharienne. Le gouvernement qui cherche à accroître davantage le recours à l’intrant adopte une nouvelle résolution pour l’année 2026.

Au Ghana, le programme de subvention des engrais sera remplacé par une politique de distribution gratuite au profit des agriculteurs pour la saison agricole de 2026. C’est ce qu’a annoncé le président John Dramani Mahama le 21 mars dernier, selon les informations relayées par les médias locaux. « Nous avons acquis des engrais pour nos agriculteurs qui sont généralement vendus à des prix subventionnés. Cependant, cette fois-ci, j’ai donné instruction au ministre de l’Agriculture de les distribuer gratuitement », a ainsi déclaré le président. D’après la Ghana Broadcasting Corporation (GBC), diffuseur public national du pays, le gouvernement estime que la suppression du coût des engrais encouragera les agriculteurs à augmenter les superficies cultivées et à investir davantage dans la production agricole.

Un marché international sous tension

Cette nouvelle orientation du pouvoir public au Ghana intervient dans un contexte de fortes perturbations sur le marché international des engrais sur fond de tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Depuis fin février 2026, l’escalade militaire entre les USA, Israël et l’Iran a vu ce dernier pays bloquer la quasi-totalité du trafic maritime dans le détroit d’Ormuz, un passage stratégique pour le commerce mondial des engrais. D’après la CNUCED, environ un tiers du transport maritime mondial de fertilisants (soit près de 16 millions de tonnes) passe par ce détroit. Dans une note d’information publiée le 19 mars dernier, l’IFDC indique que dès la première semaine du conflit au Moyen-Orient, le prix moyen FOB (Free on board) de l’urée a augmenté d’environ 37 %, les négociants réagissant à l’incertitude de l’approvisionnement,

tandis qu’à la deuxième semaine, les prix avaient encore grimpé pour atteindre environ 715 \$ par tonne métrique, soit une hausse d’environ 45 % par rapport au niveau d’avant l’escalade. « D’autres engrais commencent également à s’ajuster à la hausse. Les prix du phosphate monoammonique (MAP) et du phosphate diammonique (DAP) ont augmenté d’environ 8 %, tandis que le chlorure de potassium (MOP) en provenance de la région baltique a progressé d’environ 11 % », ajoute l’IFDC. Dans ce contexte, les coûts d’approvisionnement devraient augmenter pour des pays comme le Ghana qui dépendent entièrement des importations. Cette situation pourrait renchérir les coûts de production, à un moment critique où la saison de culture des principales denrées de bases comme les céréales (maïs, riz) débute généralement à la mi-mars de chaque année.

Agence

ÉTHIOPIE

Le gouvernement alloue 15 millions \$ en soutien à la mécanisation agricole

En Éthiopie, le secteur agricole contribue à hauteur de 34 % du PIB et emploie environ 60 % de la population active. Comme dans la majorité des pays d’Afrique subsaharienne, le pouvoir public mise de plus en plus sur la mécanisation pour moderniser le secteur et en améliorer les performances. En Éthiopie, le ministère de l’Agriculture a annoncé le dimanche 22 mars la distribution d’un lot d’équipements de mécanisation agricole d’une valeur de 2,32 milliards de birrs (14,7 millions \$) à l’ensemble des États régionaux du pays. Selon les informations relayées par l’Agence de

presse éthiopienne (ENA), cette opération s’inscrit dans le cadre de la stratégie nationale Medemer lancée en 2018 pour accélérer la transformation économique du pays. Dans le détail, le lot d’équipements comprend 63 tracteurs, 71 motoculteurs, 150 batteuses à riz, des équipements d’irrigation alimentés par énergie solaire ainsi que du matériel logistique et informatique destiné à améliorer la gestion des activités agricoles. « La promotion de la mécanisation agricole est une priorité absolue du gouvernement [...] Les équipements modernes permettront d’accroître la

productivité, d’améliorer la qualité des produits, de renforcer la compétitivité de l’Éthiopie sur les marchés internationaux et de consolider la sécurité alimentaire nationale », a déclaré Addisu Arega, ministre de l’Agriculture. Plus largement, cette initiative permettra de renforcer le parc de machines agricoles dont dispose le pays et de réduire le recours à la force humaine ou à la traction animale, encore prédominante dans l’exécution des travaux agricoles. Selon les données officielles, environ 5 millions d’hectares de terres agricoles en Éthiopie étaient cultivés à

l’aide de tracteurs en 2025, soit environ 27 % de la superficie totale de terres arables estimée à près de 18,4 millions d’hectares, d’après la FAO. Dans le cadre de sa stratégie décennale de développement du secteur agricole, le ministère de l’Agriculture prévoit de plus que tripler la taille du parc de machines agricoles en faisant passer le nombre de tracteurs utilisés dans le pays de 20 000 au début de l’année 2025 à 65 000 à terme, et celui des moissonneuses-batteuses de 2 700 à 15 000.

Rédaction

CUIVRE

L’australien Makor veut miser jusqu’à 30 millions \$ sur des projets en Zambie

Portée par de récentes réformes, la Zambie a attiré près de 10 milliards de dollars d’investissements miniers au cours des quatre dernières années. Cette dynamique s’inscrit dans un contexte où le pays ambitionne de plus que tripler sa production de cuivre, son principal produit minier. Makor Resources, junior minière basée à Perth, a annoncé mercredi 25 mars son intention d’investir jusqu’à 30 millions \$ dans le secteur du cuivre en Zambie. Prévu sur plusieurs années, ces investissements visent à soutenir le développement de son portefeuille de projets d’exploration dans le pays d’Afrique australe. Dans le détail, Makor Resources détient en Zambie plusieurs permis couvrant notamment les prospects de Muli, Mkushi, Kitwe et Ndola. Dans le cadre de son

plan, la société prévoit d’investir entre 2 et 3 millions \$ d’ici fin 2026 afin d’améliorer la connaissance géologique et d’affiner la définition des cibles d’exploration sur ces actifs. Ces travaux devraient être suivis d’investissements supplémentaires, estimés entre 20 et 30 millions \$, à mesure de l’avancement des campagnes de forage et de la préparation des projets en vue de phases plus avancées de développement. À travers cette stratégie, Makor Resources entend poser les bases du développement d’une future mine de cuivre, un métal stratégique pour lequel un déficit d’approvisionnement est anticipé dans le contexte de la transition énergétique. Ces perspectives s’inscrivent dans un environnement favorable en Zambie, où les autorités cherchent à attirer davantage

d’investissements dans le secteur. L’objectif affiché par Lusaka est de soutenir durablement la croissance de la production nationale, attendue à 3 millions de tonnes de cuivre d’ici 2031, contre 890 346 tonnes en 2025. Malgré ces ambitions, rien ne garantit encore que l’aventure zambienne de Makor Resources se traduira par un succès. De la découverte d’un gisement au développement d’une mine industrielle, plusieurs années peuvent s’écouler, avec des besoins d’investissement conséquents. Pour l’heure, les modalités de financement de la société restent à préciser. En attendant, d’autres projets d’investissements avancent en Zambie, portés par des acteurs majeurs tels que Barrick Mining (Lumwana) et Vedanta (Konkola).

R. I.

NIGERIA

Sterling Bank obtient 13 millions USD pour financer les projets solaires

Dans un contexte de déficit électrique persistant, les banques nigérianes renforcent leur rôle dans le financement du solaire décentralisé, qui se présente comme une alternative de plus en plus crédible. Un nouveau prêt vient illustrer cette évolution. Un nouveau financement de 13 millions USD va permettre de faciliter l’accès à l’électricité solaire pour les ménages et les petites entreprises au Nigeria. Ce prêt, octroyé par l’Universal Green Energy Access Programme (UGEAP) à Sterling Bank, devrait soutenir le financement des projets d’énergies renouvelables décentralisées dans le pays, selon un communiqué publié le jeudi 26 mars. Dans le détail, ce financement permettra à la banque commerciale nigériane Sterling Bank d’élargir son offre de crédit à un portefeuille diversifié de projets, incluant les installations commerciales et industrielles, les systèmes solaires domestiques, les mini-réseaux ainsi que les projets connectés au réseau. L’opération repose sur un mécanisme de refinancement : la banque redistribue les fonds sous forme de prêts aux développeurs de technologies décentralisées et aux utilisateurs finaux. Elle vise à combler le déficit de financement auquel font face les petits projets énergétiques dans le pays. « UGEAP se réjouit de s’associer à Sterling Bank dans le cadre de cette opération, qui témoigne d’un engagement commun à générer un impact mesurable sur le développement tout en respectant une rigoureuse discipline financière. Le financement apporté renforcera la capacité de la banque à développer ses activités de prêt en faveur de l’énergie renouvelable décentralisée (DRE), comblant ainsi un déficit de financement critique pour les petits promoteurs et les projets souvent mal desservis par les sources de financement traditionnelles », a déclaré Meghana Duggirala, co-responsable du fonds. Cette opération marque la première transaction de l’UGEAP avec une institution financière. Elle illustre la stratégie du fonds géré par Cygnum Capital visant à s’appuyer sur des acteurs locaux pour accélérer le déploiement des solutions énergétiques. L’opération s’inscrit aussi dans une dynamique plus large au Nigeria, où les banques commerciales renforcent leur engagement dans le financement des projets solaires hors réseau.

Agence

POINT-MARCHÉS

Wall Street vue en hausse, l’Europe progresse avant l’inflation allemande

Wall Street est attendue en hausse et les Bourses européennes progressent légèrement lundi à mi-séance, les investisseurs observant avec prudence les derniers développements au Moyen-Orient et attendant les chiffres de l'inflation en Allemagne plus tard dans la journée.

Les futures sur indices new-yorkais signalent une ouverture de Wall Street en hausse de 0,50% pour le Dow Jones, de 0,59% pour le Standard & Poor's-500 et de 0,55% pour le Nasdaq. À Paris, le CAC 40 gagne 0,39% à 7.731,79 points vers 11h21 GMT. À Francfort, le Dax avance de 0,33% et à Londres, le FTSE 100 prend 0,87%. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,37%, le FTSEurofirst 300 de 0,55% et le Stoxx 600 de 0,53%. La guerre au Moyen-Orient continue toutefois de peser sur le moral des marchés et, bien que les actions s'échangent sur une note légèrement plus positive lundi en Europe, les craintes d'une escalade du conflit freinent les gains. Les attaques rétrogrades entre l'Iran et Israël se poursuivent, tandis que les Houthis du Yémen, alliés de Téhéran, ont pris part au conflit pour la première fois samedi, en tirant des missiles sur l'État hébreu, aggravant les tensions et l'inquiétude concernant des éventuelles nouvelles perturbations sur les voies maritimes stratégiques de la région, notamment en mer Rouge. Tout cela alors que l'Iran met en garde contre une opération américaine au sol et que les chefs de la diplomatie de plusieurs grands pays de la région se sont réunis au Pakistan pour tenter de mettre un terme au conflit. Les prix du pétrole restent élevés et sont en passe d'enregistrer une progression de 60% en mars, ce qui dépasserait le gain mensuel observé après l'invasion du Koweït par l'Irak à l'été 1990. Le Brent gagne 1,87% à 114,68 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) 1,17% à 100,81 dollars. Les craintes concernant l'impact des cours l'énergie sur l'inflation globale inquiètent particulièrement les investisseurs, en cette semaine où seront connus les chiffres préliminaires des prix pour le mois de mars en Allemagne, en France et dans la zone euro, qui pourraient déjà refléter l'impact de la guerre. En avant-goût, l'inflation a explosé en mars dans quatre Länder clés d'Allemagne. Les chiffres nationaux seront publiés à 12h00 GMT.

Les banques centrales du monde entier, y compris la BCE dans la zone euro, sont confrontées à un changement radical de leurs perspectives en matière de politique monétaire. Selon François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, l'institut de Francfort est déterminé à agir face aux pressions inflationnistes, mais il est prématuré d'évoquer un calendrier pour d'éventuelles hausses de taux d'intérêt. Signe des inquiétudes, le sentiment économique dans la zone euro s'est détérioré plus que prévu en mars, tandis que les anticipations d'inflation ont grimpé en flèche, comme le montrent les données publiées lundi par la Commission européenne.

Les valeurs à suivre à Wall Street Valeurs en Europe

A Paris, Sodexo prend 3,4% à la faveur d'un relèvement de recommandation par Jefferies, qui passe à "acheter" sur le titre, le courtier américain considérant que l'arrivée d'un DG externe à la tête du groupe de restauration collective crée les conditions d'un redressement. Les valeurs énergétiques du Stoxx se distinguent (+1,24%), aidées par la hausse des prix de l'énergie : la société norvégienne Equinor et les géants pétroliers Shell, BP et TOTALENERGIES évoluant tous dans le vert. Orsted bondit de plus de 7% après que Bank of America a relevé sa recommandation à "acheter", invoquant l'amélioration des perspectives pour ce développeur d'éoliennes en mer dans le contexte de la crise énergétique. L'action du producteur d'aluminium Norsk Hydro grimpe de 8%, les craintes d'une perturbation de l'approvisionnement après que l'Iran a frappé deux des plus grands producteurs du Moyen-Orient ayant fait grimper le cours du métal. Les banques reculent de 0,27%, avec Société générale perdant plus de 3% à Paris.

Taux

Les rendements obligataires de la zone euro sont globalement stables lundi, tout en se maintenant proches de leurs plus hauts niveaux depuis plusieurs années, alors que les investisseurs s'interrogent sur les risques de

la guerre sur l'inflation et la croissance. Le rendement du Bund allemand à dix ans recule de 1,4 points de base à 3,0840%, après avoir atteint vendredi son plus haut niveau depuis mai 2011. Le deux ans est inchangé à 2,6798%. Aux Etats-Unis, le rendement des Treasuries à dix ans perd 4,8 points de base à 4,3919%. Le deux ans recule de 3,9 points de base à 3,8770%. Au Japon, les rendements des obligations de référence ont brièvement atteint lundi leur plus haut niveau depuis 27 ans avant de reculer.

Changes

Le dollar avoisine son plus haut niveau depuis dix mois, avec les craintes d'un conflit prolongé au Moyen-Orient. Le billet vert gagne 0,12% face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro perd 0,16% à 1,1490 dollar. Métaux L'or progresse légèrement lundi mais est en passe d'enregistrer sa plus forte baisse mensuelle depuis près de vingt ans, la hausse des prix du pétrole ayant pratiquement anéanti les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt américains cette année.

Agence

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 30 Mars 2026 Valeur : 01 Avril 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.0858	133.1008
1	EUR	EURO		152.9821	153.0127
1	GBP	POUND STERLING		176.2259	176.3392
100	JPY	JAPANESE YEN		83.2932	83.3078
1	CNY	CHINESE YUAN		19.2521	19.2562
1	CHF	SWISS FRANC		166.3573	166.4384
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.6763	95.6940
1	DKK	DANISH KRONE		20.4728	20.4764
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.0140	14.0181
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6018	13.6061
1	AED	UAE DIRHAM		36.2296	36.2485
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4621	35.4699
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.5042	433.6944
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.9823	45.4344
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2580	14.2596
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7898	20.8966
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3448	3.3552
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.8305	18.8305

BOURSE ZURICH

Dans le rouge sur fond de remontée des prix du pétrole

La Bourse suisse a terminé la séance dans le rouge jeudi, à l'instar des autres principales places européennes. Le SMI a tout de même franchi à nouveau la barre des 12'600 points. La perspective d'un apaisement du conflit au Moyen-Orient ne semblait plus vraiment convaincre les investisseurs. La remontée des prix du pétrole faisait également craindre de lourdes conséquences pour l'économie mondiale. Vers 17h40, le baril de Brent grimpait de 6,4% à 108,86 dollars et le WTI de 5,2% à 95,05 dollars. À la Bourse de New York, les principaux indices évoluaient également dans le rouge. La guerre pèse aussi sur la confiance des consommateurs, qui a nettement reculé en Italie, tandis que celle des ménages français s'est repliée "légèrement" en mars. Le moral de leurs voisins allemands devrait se dégrader en avril, les anti-

cipations de revenus diminuant nettement sous l'effet de la guerre au Moyen-Orient et de la pression qu'elle exerce sur l'inflation, d'après GfK et Nim. À la clôture, l'indice phare SMI a perdu 0,6% à 12'641,96 points, le SLI s'est délesté de 0,52% à 2014,35 points et le SPI a terminé en baisse de 0,44% à 17'664,49 points. Sur les trente valeurs vedettes, une dizaine ont fini dans le vert et une vingtaine dans le rouge. Galderma Group (+2,0%) a terminé en tête du classement, suivi par Lonza (+1,8%) et Kühne+Nagel, ex aequo avec Sonova (chacun +1,2%). Goldman Sachs a relevé l'objectif de cours du logisticien à 215 francs suisses, contre 210 francs suisses précédemment et maintenant la recommandation à "buy", estimant qu'à court terme, l'entreprise profite d'une hausse des taux de fret aérien entre l'Asie et l'Europe, qui est alimentée

par des goulots d'étranglement au niveau des capacités. Les poids lourds ont plutôt pesé sur l'indice, à l'exception de Roche (+0,3%). Novartis (-0,1%) a contenu ses pertes. Morgan Stanley a relevé l'objectif de cours de Novartis à 135 francs suisses, contre 115 francs suisses précédemment, recommandant toujours à "overweight". Le portefeuille en développement offre un potentiel de hausse supplémentaire, selon l'analyste en charge du titre. Nestlé a perdu 0,8%. En France, le parquet a requis jeudi 750'000 euros d'amende, soit la peine maximale encourue, contre Nestlé. Le géant vaudois de l'alimentation, qui est jugé en France pour avoir maintenu des décharges sauvages près de Vittel dans les Vosges, devra en outre remettre en état les sites concernés. UBS (-2,1%) a terminé en queue de

peloton, seuls ABB (-3,6%) et Sika (-2,6%) faisant pire. Le chimiste du bâtiment, qui a pris une participation minoritaire dans l'entreprise technologique argovienne Mesh, était traité hors dividende de 3,70 francs suisses. Le bon Schindler (-1,9%) était également plombé par son traitement hors dividende de 6,80 francs suisses. Deutsche Bank a repris la couverture de Zurich Insurance (-0,2%) avec la recommandation "hold". Le groupe d'assurance présente une solide capitalisation, un rendement attractif des fonds propres et une forte génération de liquidités.

GAM s'enfonce

Sur le marché élargi, GAM a chuté de 5,4% à 11 centimes de francs suisses. Le gestionnaire d'actifs a fait état de sorties d'argent de 3,7 milliards de francs suisses l'an passé

et prévenu que le redressement prendrait encore du temps. Warteck (+1,5%) a terminé en hausse, après avoir quasiment doublé son bénéfice annuel et récompensé ses actionnaires. Le spécialiste de l'emballage SIG Group (stable) a vu la société d'investissement suédoise Cevian augmenter sa participation à 5,646%, après avoir franchi en décembre dernier la barre des 3%. Swissquote a terminé en baisse de 0,9%. Baader Europe a relevé la recommandation de la firme glandoise à "add", contre "reduce" précédemment, estimant qu'elle devrait continuer à enregistrer de solides afflux d'argent frais. La BC de Bâle-Campagne (-0,4%) préférerait oublier un exercice 2025 plombé par Radicant, dont la liquidation a pesé sur le bénéfice à hauteur de 102 millions de francs suisses.

Agence

PORTUGAL

L'emploi ralentit alors que l'immigration se resserre

La Banque du Portugal préconise une évolution vers une croissance axée sur la productivité plutôt que sur la seule création d'emplois.

Le marché du travail portugais est resté stable en dépit de divers défis nationaux et mondiaux. Au cours de l'année précédente (2024), les chiffres de l'emploi ont même atteint des niveaux record. Néanmoins, la Banque du Portugal prévient que l'emploi a commencé à ralentir progressivement au début de l'année 2025, une tendance attribuée au durcissement des réglementations en matière d'immigration et au ralentissement de la croissance économique. "Le nombre de salariés inscrits à la sécurité sociale a continué d'augmenter en 2025, atteignant un niveau historique. Cependant, une décélération était évidente. La croissance annuelle de l'emploi est tombée à 2 % en septembre, contre 2,6 % au cours des trois premiers trimestres de 2025. En comparaison, les taux de croissance annuels moyens étaient de 3,4 % en 2024 et de 5 % en 2023", note la banque centrale dans son bulletin économique de mars.

Évolution de la main-d'œuvre étrangère

Ce ralentissement est principalement dû à l'évolution de la main-d'œuvre étrangère. L'impact des travailleurs portugais sur la croissance de l'emploi total a légèrement augmenté, passant de 0,3 point de pourcentage en 2024 à 0,7 au cours des trois premiers trimestres de 2025. Au cours de la même période, la part attribuée aux travailleurs étrangers a diminué de 3 points de pourcentage à 1,9 point de pourcentage. La baisse est la plus marquée chez les travailleurs originaires de l'Inde, du Bangladesh, du Né-



pal et du Pakistan, dont la contribution est passée de 0,9 point en 2024 à 0,3 en janvier-septembre 2025. Les baisses d'une année sur l'autre ont commencé en juillet.

Salariés brésiliens

Une réduction similaire a été observée chez les salariés brésiliens, dont la contribution est passée de 0,8 à 0,3 point de pourcentage. Ces baisses ont été partiellement compensées par une augmentation de la contribution des travailleurs des pays africains de langue portugaise (PALOP). Leur contribution est passée de 0,9 à 1,1 point de pourcentage, selon le Bulletin économique. Le ralentissement de la croissance de l'emploi étranger s'explique par une

baisse de la migration nette parmi les ressortissants non portugais, après les niveaux élevés observés en 2022 et 2023, selon la Banque du Portugal.

Nouvelles lois sur l'immigration

Cette tendance est liée aux nouvelles lois sur l'immigration et au ralentissement de l'économie, en particulier dans les secteurs qui avaient connu une forte croissance après la pandémie. Le gouvernement dirigé par Luís Montenegro a opté pour une immigration plus réglementée, interdisant l'entrée par le système de la manifestation d'intérêt. Il s'agit d'un changement par rapport aux politiques plus ouvertes des administrations précédentes, sous la direction d'António Costa.

Agence

ROYAUME-UNI

Tensions temporaires sur l'approvisionnement en carburant sur fond de hausse des prix

Certaines stations-service au Royaume-Uni font face à des tensions « temporaires » d'approvisionnement en carburant, dans un contexte de hausse des prix liée aux perturbations du marché mondial de l'énergie. Les prix du carburant ont augmenté depuis le début de la guerre entre les Etats-Unis, Israël

et l'Iran, avec un litre d'essence dépassant 1,5 livre sterling, soit une hausse d'environ 15 % par rapport à la période précédant le conflit. Le diesel atteint quant à lui 1,77 livre par litre, sur fond de tensions sur les approvisionnements. Selon Allan Leighton, directeur général du groupe de distribution Asda, une « petite pro-

portion » des stations du groupe est concernée par ces difficultés temporaires. « La demande a fortement augmenté en raison de la volatilité des prix (...) et dépasse actuellement l'offre », a-t-il indiqué, évoquant des perturbations ponctuelles dans les livraisons. Ces tensions interviennent alors que le trafic dans le détroit d'Or-

muz, axe stratégique du commerce énergétique mondial, est fortement perturbé depuis le début du conflit, accentuant la pression sur les marchés pétroliers. Les hostilités, déclenchées fin février, continuent de peser sur les chaînes d'approvisionnement et les marchés mondiaux.

R.I.

FRANCE

Le déficit public s'élève à 5,1% du PIB en 2025

Le déficit public de la France s'est établi à 5,1 % du produit intérieur brut (PIB) en 2025, selon les premières estimations publiées par l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) vendredi 27 mars 2026. Ce niveau est inférieur aux prévisions du gouvernement, qui tablaient sur 5,4%, et marque une amélioration par rapport à 2024, où il atteignait 5,8% du PIB. Il s'agit du premier recul du déficit depuis plusieurs années, dans un contexte budgétaire tendu. Cette amélioration repose principalement sur une hausse des recettes pu-

bliques, en progression de 3,9%, portée notamment par l'augmentation des impôts sur le revenu et le patrimoine, selon le rapport de l'Insee. Dans le même temps, la croissance des dépenses publiques a ralenti à 2,5%, contre environ 4% l'année précédente, traduisant un effort de maîtrise budgétaire. Le Premier ministre, Sébastien Lecornu a salué ces résultats en affirmant que « la méthode paie ». Cette trajectoire s'inscrit dans une stratégie visant à redresser progressivement les finances publiques sans recourir à des mesures de soutien massives et géné-

ralisées, notamment face à la hausse des prix de l'énergie. Le gouvernement privilégie des aides ciblées, notamment pour certains secteurs comme les transports ou l'agriculture, tout en compensant ces dépenses par des économies ailleurs. Cette dynamique a également permis une légère baisse de la dette publique, qui s'est établie à 115,6% du PIB fin 2025, soit environ 3 460 milliards d'euros. Ce recul reste toutefois limité et intervient après plusieurs années de forte hausse liée aux crises successives, notamment la pandémie de Covid-19 et les chocs énergétiques.

Malgré cette amélioration, la situation budgétaire de la France demeure fragile. Le déficit reste nettement supérieur au seuil de 3% du PIB fixé par les règles européennes, que le gouvernement ambitionne d'atteindre d'ici 2029. À court terme, l'exécutif vise un déficit autour de 5% en 2026. Sébastien Lecornu a d'ailleurs réaffirmé cet objectif en indiquant : « On continue – avec prudence – pour passer sous les 5% en 2026 ». Il a toutefois reconnu que « la situation géopolitique jouera », soulignant les incertitudes liées notamment au conflit au Moyen-Orient.

POUR ATTEINDRE SES OBJECTIFS CLIMATIQUES 2030

L'Allemagne alloue €8 milliards

L'Allemagne a annoncé débloquer 8 milliards d'euros dans le cadre d'un plan en 67 points pour atteindre ses objectifs climatiques à horizon 2030 et réduire sa dépendance vis-à-vis des importations de combustibles fossiles.

La principale économie européenne vise à réduire d'ici 2030 ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 65% par rapport aux niveaux de 1990 et à atteindre la neutralité carbone d'ici 2045. À ce jour, la réduction est d'environ 48% et les experts estiment que les politiques existantes sont insuffisantes.

Ce plan en 67 points, approuvé par le cabinet du chancelier allemand Friedrich Merz, prévoit une augmentation de 12 gigawatts de la capacité des éoliennes terrestres, des mesures visant à stimuler les ventes de véhicules électriques (VE) et des initiatives en faveur des forêts et des sols.

Il en résultera une économie de plus de 25 millions de tonnes de CO2 d'ici la fin de la décennie, a déclaré le ministère fédéral de l'Environnement, ainsi qu'une réduction de près de 7 milliards de mètres cubes de gaz naturel et de 7 milliards de litres d'essence d'ici 2030.

"Nous modernisons l'économie, rendons la société plus résiliente face aux crises et aidons la nature afin qu'elle puisse nous aider", a déclaré le ministre fédéral de l'Environnement, Carsten Schneider.

Pour soutenir les secteurs des transports et du logement, le gouvernement a mis au point un programme de subventions de 3 milliards d'euros à plusieurs niveaux sociaux afin de rendre les VE plus abordables.

Ce programme devrait concerner 800.000 VE, permettant ainsi d'économiser plus de 800 millions de litres d'essence. L'infrastructure de recharge allemande sera également étendue.

Après avoir abandonné le mois dernier la loi controversée sur le chauffage du gouvernement précédent, Carsten Schneider a déclaré que le financement destiné à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et à remplacer les systèmes de chauffage serait maintenu.

Une enveloppe supplémentaire de 2,9 milliards d'euros sera également mise à disposition pour aider l'industrie à passer à des technologies à faibles émissions de carbone, telles que les processus d'électrification et le renforcement du captage et du stockage du carbone (CSC).

Le Conseil d'experts indépendant sur les questions climatiques a toutefois déclaré dans une première évaluation qu'"il est très probable que ces mesures ne suffiront pas à garantir la réalisation des objectifs de protection du climat".

Agence

TOUJOURS PLUS DIFFICILE DE FABRIQUER DES COMPOSANTS

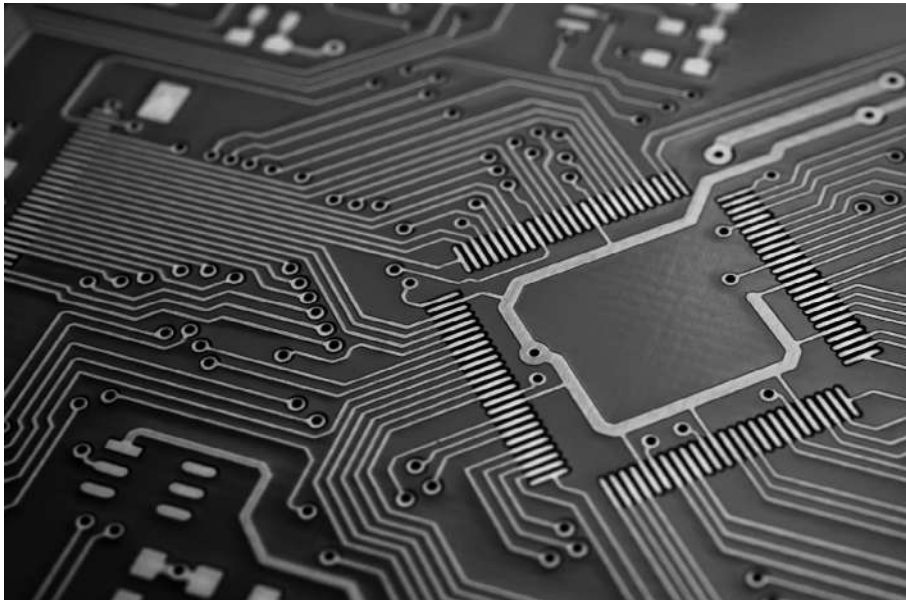
Les pénuries touchent maintenant... les PCB !

Les pénuries de composants, c'est une chose, mais lorsque même le support où fixer ces puces vient à manquer, c'est l'industrie entière qui se grippe.

Les pénuries de puces graphiques, on connaît depuis pas mal de temps. Celles de DRAM ou de NAND, c'est un peu plus récent, mais déjà bien rentré dans les mœurs. Découvrons maintenant les pénuries de PCB.

Une inflation peut en cacher une autre

Annoncée dès le milieu de l'année 2024, la pénurie de composants DRAM ne s'est réellement manifestée qu'à partir de la rentrée de septembre 2025. Cela dit, les choses se sont depuis emballées. En quelques semaines, les prix des puces de DRAM ont crevé le plafond avec des augmentations allant jusqu'à 200 % et même jusqu'à 300 % en tout début d'année. Plus gênant encore, la DRAM n'est plus la seule touchée par l'inflation et les puces de NAND – indispensables pour nos SSD – connaissent à leur tour une hausse continue des tarifs, même si un peu moindre que sur la DRAM. Bien que la DRAM et la NAND ne représentent qu'une fraction du prix de nos PC, cela a suffi pour aboutir à un effet boule de neige. En effet, les fabricants de PC ont tous augmenté leurs prix entre les mois de décembre 2025 et février 2026 sans que l'on entrevoie une quelconque éclaircie : même les analystes les plus optimistes n'envisagent pas d'accalmie avant, au mieux, mi-2027. Eh bien, les mauvaises nouvelles semblent s'être donné le mot. De notre confrère DigiTimes, nous apprenons effectivement qu'un rouage essentiel de la chaîne de production vient à son tour de se gripper avec la gourmandise de l'intelligence artificielle comme seule et unique responsable. Au cœur d'un PC ou d'un smartphone, on pense surtout au processeur. La DRAM et la NAND se sont fait connaître du grand public avec l'inflation que l'on



subit depuis plusieurs mois. Et si le PCB faisait de même ?

L'intelligence artificielle, toujours et encore

En effet, une fois que l'on a tous les composants à disposition pour monter sa machine, il faut encore les réunir pour qu'ils soient en mesure de communiquer entre eux. Pour ce faire, on utilise un PCB ou Printed Circuit Board, une plaque de circuit imprimé. Mais si, la « planche » sur laquelle on voit tous ces « fils » reliant les différentes puces. De manière un peu plus précise, mais sans entrer dans d'infinis détails, un PCB est en réalité constitué de plusieurs fines couches de cuivre baptisées CCL (Copper Clad Laminate) lesquelles sont séparées par un matériau isolant. Les couches de cuivre sont gravées afin d'aboutir à un ensemble de pistes. Oui, les « fils » dont nous parlions précédemment. Problème donc, un composant essentiel à la fabrication de ces PCB est en train de

cruellement manquer. Ce composant, c'est la fibre de verre de type T pour lequel le Japonais Nitto Boseki assure la majorité de la production. DigiTimes rapporte que Nitto Boseki n'est simplement plus en mesure de satisfaire la demande et que les délais entre commande et livraison ont explosé. Jusqu'à présent, il fallait compter quelques semaines pour être approvisionné, mais on parle maintenant de six mois d'attente. Pire, les fabricants ont mis en place des quotas afin de servir à peu près équitablement leurs clients, lesquels doivent logiquement revoir leurs propres plannings de production puisque sans PCB, il n'y a pas de PC par exemple. Toujours selon DigiTimes et contrairement au trio Micron, SK hynix, Samsung sur la DRAM, Nitto Boseki a déjà annoncé l'augmentation de sa production, mais cela ne se fait pas en un claquement de doigts et les premiers effets ne devraient pas se sentir avant, au mieux, la fin de l'année 2026.

C'EST UNE TRÈS MAUVAISE NOUVELLE POUR LA TECH !

La guerre en Iran provoque le début d'une pénurie en hélium

Le blocage du détroit d'Ormuz a des répercussions qui dépassent les simples hydrocarbures. Car un autre problème commence à sérieusement se poser : l'hélium. Le Moyen-Orient est une région critique pour le reste du monde à cause de son rôle premier dans la production d'hydrocarbures. Mais d'autres produits essentielles transitent par le détroit d'Ormuz, que ce soit les engrais azotés (ammonitrates, urée), ou bien encore l'hélium. Pour ce dernier, des officiels de Corée du Sud avaient déjà tiré la sonnette d'alarme. Mais évidemment, en vain, comme on peut le voir actuellement. Et le marché commence à souffrir de ce côté !

L'économie commence à manquer d'hélium à cause du blocage de la production du Qatar

L'hélium est un élément important pour de nombreux secteurs de

l'économie. Mais malheureusement, c'est aussi un gaz qui est produit majoritairement par quelques acteurs seulement. Les États-Unis sont le premier producteur mondial de ce gaz (environ 41% de la production en 2025), suivi juste derrière... par le Qatar (environ 33%). Un acteur gigantesque du secteur, qui ne peut plus livrer son gaz depuis que l'Iran a bloqué le détroit d'Ormuz, en représailles des attaques américano-sioniste. Et au bout d'un mois, le marché commence à parler de pénurie. Reuters fait ainsi écho d'un officiel français de Air Liquide, qui a alerté cette semaine sur une pénurie possible à court terme (pour le moment). D'autres patrons ont aussi indiqué à l'agence que l'absence d'approvisionnement venant du Qatar se faisait dorénavant ressentir dans la chaîne d'approvisionnement mondial.



Une catastrophe à venir pour le secteur des semi-conducteurs ?

Il faut dire que l'hélium est un élément extrêmement important dans des secteurs aussi divers que l'aé-

rospatiale, ou même le fonctionnement des machines à IRM (l'hélium liquide servant à refroidir les aimants supraconducteurs). Sur-tout, l'hélium est un élément majeur pour le secteur des

semi-conducteurs. Il est utilisé autant pour refroidir les wafers, que, en tant que gaz inerte, afin de protéger des matériaux sensibles contre l'oxydation. Il faut noter qu'il existe assez peu d'alternatives au Qatar, les États-Unis mis à part. Derrière ces deux mastodontes, on retrouve en numéro 3 la Russie, toujours grevée de sanctions, puis l'Algérie à la quatrième position. La Corée du Sud et Taïwan, les deux principaux pays pour la production de puces, ont sur le papier des stocks stratégiques équivalant à quelques mois. Ce qui signifie que, si un cessez-le-feu ne venait pas prochainement à être annoncé, le marché pourrait commencer à se resserrer. Et même en cas d'arrêt des hostilités, il faudra connaître l'étendue des dégâts sur les infrastructures du Qatar afin de jauger de sa capacité de production en 2026.

L'Europe enquête suite au piratage de son instance AWS

La Commission européenne mène actuellement une investigation sur une faille de sécurité après qu'un pirate a réussi à accéder à son infrastructure cloud AWS. Selon BleepingComputer, cette faille avait touché au moins un compte utilisé pour gérer l'infrastructure Amazon cloud compromise. Des sources proches du dossier ont indiqué à notre confrère que l'attaque avait été rapidement détectée. En parallèle, l'auteur présumé de ce piratage aurait affirmé avoir dérobé plus de 350 Go de données et qu'il prévoyait de les publier en ligne prochainement.

Apple arrête le Mac Pro

La firme à la pomme a confirmé à 9to5Mac avoir arrêté la vente de sa station travail orientée performance. Lancée en 2013, la première version de ce système était présenté par l'ancien CEO d'Apple, Tim Cook, comme « une machine différente de ce que nous avons déjà fait, à l'intérieur et à l'extérieur ». Au départ, le Mac Pro embarquait une configuration basée sur des Xeon E5 d'Intel (jusqu'à 12 cœurs) avec de la RAM DD3 et des débits qualifiés à l'époque d'exceptionnel, de 20 Gbit/s. En 2019, il a connu une grande évolution cosmétique : fini la carcasse cylindrique, place à un design cubique allongé pour le moins distingué. De nombreuses configurations sont ensuite sorties dont fin 2024 un modèle équipé de la puce haut de gamme d'Apple M4 Ultra. Le tarif du Mac Pro, autour des 7 000 €HT minimum, ne le laissait définitivement pas à la portée de toutes les bourses. Aujourd'hui la page web pour acheter un Mac Pro a disparu du site du fournisseur et redirige simplement vers la page d'accueil Mac. La fin d'une histoire, en toute discrétion.

SAP rachète Reltio

L'éditeur allemand a annoncé l'acquisition pour un montant non communiqué de Reltio, spécialiste du master data management (MDM). Il a été créé en 2011 à Redwood City en Californie. Cette opération intervient un an après le lancement par SAP de sa plateforme Business Data Cloud (BDC) avec Databricks avec une orientation autour de l'IA. Reltio apporte des outils nécessaires pour unifier, nettoyer et harmoniser les données provenant de diverses sources afin d'obtenir des agents plus performants, indique la firme de Waldorf. Reltio propose des offres prédéfinies, incluant des modèles de données, des règles, une logique de correspondance et des intégrations pour des secteurs comme la santé et les services financiers.

BMW i4

Voici une illustration exclusive du coupé électrique dérivé de la BMW i3

Le programme Neue Klasse de BMW dont le premier jalon, déjà à succès, est le SUV iX3 se focalisera, en premier lieu, sur le cœur de gamme avant de se déployer doublement par la suite, vers le haut comme vers le bas. Selon cette stratégie annoncée il y a déjà plusieurs mois, la berline sur prise BMW i3 vient d'emboîter le pas au iX3. Outre une silhouette break, i3 Touring, de cette matrice sera décliné un coupé traditionnel qui reprendra à son compte l'appellation i4. Voici ce que nous savons déjà à son sujet.

Baptisée Neue Klasse, l'offensive électrique ambitieuse de BMW porte déjà ses fruits. Les ventes du tout premier jalon, le SUV BMW iX3 dépassent toutes les espérances. Plus de 50 000 commandes ont été passées avant même que le véhicule ne soit arrivé en concession et que de facto, les clients n'aient pu l'essayer. Un scénario qui fait penser à la présentation des modèles Tesla durant la période faste de la marque américaine où chaque nouveauté créait un appel d'air et surtout finançait la suite du programme. C'est pourquoi, l'usine de Debrecen en Hongrie dédiée au iX3 tourne à plein régime.

Elle a dû opérer une mise en place anticipée d'une seconde équipe avec pour objectif d'atteindre au plus vite la capacité maximale du site, à savoir 150 000 véhicules chaque année.

Après ce coup de maître, BMW ne compte pas se reposer sur ses lauriers. La marque à l'hélice ne s'arrêtera pas en si bon chemin.

La BMW i3 – la version branchée de la Série 3 thermique, plus rien à voir donc avec la citadine i3 commercialisée de 2013 à 2022 – dévoilée la semaine dernière est déjà dans les starting-blocks. La BMW i3 arrivera sur le marché à l'automne, anticipant la réplique de la Mercedes Classe C EQ Technology dans quelques mois puis, celle de l'Audi A4 e-tron, mais pas avant 2028, le temps que sa base technique SSP soit enfin prête.

Cela laissera largement le temps à BMW de prendre, une nouvelle fois, une longueur d'avance en secondant l'i3 berline par une silhouette break, la future BMW i3 Touring. Un dérivé parfaitement légitime puisqu'elle ne sera autre que la petite sœur de la BMW i5 Touring.

Changement de cap pour la BMW i4

Mais au-delà de la berline et du break i3, celle qui nous intéresse aujourd'hui, c'est la future BMW i4. Cette dernière ne remplacera pas directement le modèle éponyme lancé en 2021 puis restylé en 2024 dont la production cessera à l'automne laissant le temps à l'i3 berline d'arriver tranquillement sur le marché. Pour l'i4, fini la berline basse à hayon dont la mission plus ou moins avouée par BMW était de prendre l'ascendant sur la Tesla Model 3.

Malgré une carrière honorable, la bavaroise est toujours restée dans l'ombre de l'américaine caracolant en tête des ventes sur tous les marchés quitte à faire fluctuer ses tarifs au grand dam des clients se sentant parfois, à juste titre, lésés.

Même si cela n'a absolument rien d'un



échec cinglant, les stratégies de la marque de Munich ont changé de braquet, la nouvelle BMW i4 sera un coupé traditionnel à deux portes avec une malle de coffre des plus classique. BMW souhaite aussi éviter qu'il y ait doublon entre les i3 et i4 qui à peu de choses près rendront les mêmes services à la clientèle.

Un exercice de style imposé pour la BMW i4

L'esprit Neue Klasse convoque évidemment la berline éponyme commercialisée entre 1962 et 1972 qui sauva la marque à l'hélice. BMW lui en sera éternellement reconnaissant pourtant, sans faire preuve d'ingratitude, les designers ne versent pas dans le néo-rétro à tout crin.

L'influence de l'ancienne restera subtile. Pour son futur coupé i4, BMW aurait pu se poser la question d'une silhouette singeant plus ou moins celle de la BMW E9 (photo ci-dessus) qui fut au catalogue de 1968 à 1975 et dont la production à l'époque dépassa les 30 000 unités. Un modèle emblématique auprès des passionnés comme des collectionneurs, l'affiche de la dernière

fastback des actuelles BMW Série 4 coupé. Un pavillon fuyant et descendant apportant du dynamisme et surtout optimisant l'aérodynamisme, élément crucial sur un modèle à batterie dont l'autonomie reste un bel argument de vente en tout cas cela rassure le client inquiet de la panne sèche.

Pas de concurrentes immédiates pour la BMW i4 coupé.

Audi ne reviendra pas à la charge avec une A5 coupé qu'elle soit thermique ou électrique même si la berline éponyme qui profitera de son restylage pour redevenir A4 aurait pu lui laisser le champ libre. La marque aux anneaux surveille ses comptes et réalise des arbitrages rentables. Tandis que du côté de chez Mercedes, le coupé électrique se conjugue plutôt en mode à 4 portes sous la forme de la CLA berline et celui lui sourit puisqu'elle a été sacré Voiture Européenne de l'année avec une écrasante victoire. La marque à l'hélice devrait pleinement en tirer profit d'avoir ainsi les coudees franches avec son coupé classique.

A l'instar de la BMW i3, l'i4 pourra compter sur l'association de deux machines électriques cumulant une puissance de 469 ch et sur pas moins de 645 Nm de valeur de couple. Le tout alimenté par une batterie d'une capacité de 108 kWh utile offrant vraisemblablement une autonomie voisine de 900 km.

Par la suite, le catalogue de la BMW i4 s'étoffera aussi bien vers le haut jusqu'à la tonitrueuse BMW iM4 forte de 4 moteurs et disposant potentiellement de 1 000 ch que vers le bas avec alors un seul électromoteur. Se pose enfin, la question du cabriolet ? Le marché ne semble pas encore mature pour cela.



La BMW E9 aurait pu être une source d'inspiration pour la future i4 mais ce ne sera pas le cas. © BMW

Mots fléchés

Frère de Castor	Message	Cube de bois	Chapeau de feutre	Primordiale	Sièges à trois pieds	Borne pour câbles
Nuisances	Règle générale	Éruption cutanée		Précis		La famille des canards e sarcelles
					Faisceau lumineux	
Fleuve sauvage			Demeurent			
Prénom arabe			Peintre français (Jean-Auguste-Dominique)			
		Abattu			Égalité aux échecs	
					Note de musique	
Concentra	Cheval roux	Victoire de Napoléon		Blesse		
				Conjonction de coordi- nation		
		Gnôle	Partie du larynx			Tantale
						État de béatitude parfaite
Construisis	Prénom féminin		Frère de Fifi et de Loulou		Directeur sportif (initiales)	
	Surcharges d'encre				Sélénium	
			Dedans	Test		
				Grand arbre de l'île de Java		
Bleu intense			Ancêtre du rugby			Insouciance
Terrains de sport			Code d'une serrure			Longue période
				Sauvez nos âmes	Poids lourd	
						Monnaie bulgare
						Bois d'un cervidé
Première page		Einstei- nium		Ouvrira les fenêtres		
Lieu de fouilles		Iridium				
	Fourrures				Préfecture du Lot-et-Garonne	
	Instrument d'observa- toire				Aigreur	
Allongéas				Venti- lation	Coeur	Enveloppés autour de soi
Orateur grec					Petit rendez-vous	
		Marques au sol	Harnois			
			Rire sur la toile			
Partie d'une maison	Retirés	Haussèren				
			Valeur refuge	Désuet		
			Cité légendaire	Fin d'infinifit		
Nazi		Écrasait				Chevalier efféminé
Piedestaux		Ancienne monnaie italienne				Créateur du revolver
				Astuce		
				Solipède		Regardée
Bon dormeur			Paresseux		Indolente	
Due au bacille de Hansen						
			Drame au Japon		Désignées	
Évêchés normand			Grande école		Essai	

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 116 dollars

Les prix du pétrole étaient en hausse lundi, poussés par les évolutions de l'escalade militaire dans la région du Golfe et du Moyen-Orient. Après avoir grimpé à 116,75 dollars en début de séance, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, montait de 3,01% (vers 08H20 GMT), à 115,96 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagnait 1,93% à 101,56 dollars.



DIPLOMATIE

Le ministre d'Etat, ministre des AE reçu à Zagreb par le Premier ministre de la République de Croatie

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a été reçu, lundi à Zagreb, par le Premier ministre de la République de Croatie, M. Andrej Plenkovic, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, "le Premier ministre croate a chargé le ministre d'Etat de transmettre ses plus sincères condoléances et sa profonde compassion au président de la République et à l'ensemble du peuple algérien, suite au décès de l'ancien président Liamine Zeroual", a précisé le communiqué. De son côté, M. Attaf a exprimé "ses vifs remerciements et sa profonde gratitude au Premier ministre croate pour les sentiments de solidarité exprimés à l'égard de l'Algérie". Il lui a également transmis "les salutations du président de la République et sa volonté d'œuvrer conjointement à insuffler une nouvelle dynamique aux relations bilatérales et à les renforcer au service des intérêts des deux pays", ajoute le communiqué. La réunion a constitué une occasion pour "passer en revue les différents volets de la coopération entre l'Algérie et la Croatie et d'explorer les voies et moyens de la hisser au plus haut niveau possible, notamment dans le contexte des préparatifs en cours pour les prochaines échéances bilatérales de haut niveau entre les dirigeants des deux pays", selon le communiqué du ministère.

INHUMÉ HIER AU CIMETIÈRE CENTRAL DE BOUZOURANE À BATNA
L'Algérie rend hommage à Liamine Zeroual

La dépouille de l'ancien président de la République, le moudjahid Liamine Zeroual, a été inhumée lundi, après la prière du Dohr, au cimetière central de Bouzourane à Batna, lors d'imposantes funérailles présidées par le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune. Des funérailles officielles et solennelles ont été organisées à Batna, ville natale de l'ancien président de la République algérienne, le moudjahid Liamine Zeroual, en présence d'une foule nombreuse de citoyens venus de tous les coins du pays. Étaient également présents aux funérailles de hauts responsables de l'État, des personnalités nationales et des membres du Gouvernement, aux côtés des membres de la famille du défunt, de moudjahidine et d'une foule nombreuse de citoyens. Au terme des funérailles, le président de la République a remis à la famille du défunt le drapeau national qui recouvrait sa dépouille. Auparavant, la dépouille du défunt avait été transportée dans un imposant cortège funèbre, au milieu d'une foule de citoyens venus des quatre coins du pays, massés le long de la route menant au cimetière central de Bouzourane, dans la ville natale du défunt moudjahid. Le siège de la wilaya de Batna a enregistré une grande affluence de citoyens de différentes wilayas du pays, venus rendre un dernier hom-



mage à l'ancien président de la République, le moudjahid Liamine Zeroual, décédé samedi dernier, et jeter un dernier regard sur sa dépouille. Cités par l'APS, de nombreux citoyens, issus de différentes wilayas, dont Oum El Bouaghi, Djelfa, Relizane et Mascara, ont exprimé leur profonde tristesse et leur vive émotion suite à la disparition du moudjahid Liamine Zeroual, qui a lutté et combattu pour la libération de l'Algérie du joug colonial et le recouvrement de la souveraineté nationale, après avoir rejoint, à un jeune âge, la glorieuse Révolution de libération, consacrant sa vie au service de la patrie. Ils ont souligné que l'Algérie a perdu un homme de grande envergure, jouissant d'une large estime auprès du peuple algérien. Pour sa part, le wali de Batna,

Ryadh Benahmed, ainsi que des responsables et élus locaux, aux côtés de moudjahidine, ont rendu un dernier hommage au défunt président et moudjahid Liamine Zeroual et se sont recueillis à sa mémoire. La moudjahida Sassia Halis, l'une des fondatrices d'une cellule secrète durant la glorieuse Révolution de libération, qui a tenu à rendre un dernier hommage au défunt, a exprimé sa profonde tristesse et sa grande émotion suite à la perte de l'ancien président et moudjahid Liamine Zeroual, qui a consenti d'énormes sacrifices pour l'Algérie et servi la patrie et le peuple avec dévouement et sincérité.

Un parcours de militantisme et de valeurs authentiques constantes

Né le 3 juillet 1941 à Batna, le dé-

funt était connu pour son riche parcours militant. Il avait rejoint très tôt les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en 1957 et pris part à la glorieuse Révolution du 1er Novembre, avant de poursuivre sa carrière, après l'indépendance, au sein de l'Armée nationale populaire (ANP), bénéficiant d'une formation militaire de haut niveau. Il a occupé plusieurs hautes responsabilités militaires et dirigé des institutions de formation stratégiques, notamment l'École militaire de Batna (1974-1975) et l'Académie militaire de Chercell (1981-1982). Mais aussi des postes de commandement au niveau des 6^e, 3^e et 5^e Régions militaires, avant d'être nommé commandant des forces terrestres en 1989, ce qui a fait de lui l'un des cadres militaires les plus en vue ayant contribué à l'édification de l'Armée nationale populaire. Le défunt a occupé plusieurs fonctions, dont celles de Chef de l'État en 1994, avant d'être élu président de la République en 1995. Parmi les étapes marquantes de son parcours politique figure sa décision d'organiser une élection présidentielle anticipée en 1999, mettant ainsi fin à son mandat. Après avoir quitté le pouvoir, le défunt avait choisi de mener une vie simple dans sa ville natale de Batna, loin des projecteurs, illustrant ainsi sa modestie et sa conception particulière de la responsabilité.

Synthèse R.N.

DÉCÈS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LIAMINE ZEROUAL

La diaspora algérienne rend hommage à un homme d'Etat engagé

Des membres de la diaspora algérienne ont exprimé leur profonde tristesse suite au décès de l'ancien président de la République, le moudjahid Liamine Zeroual, à qui ils ont rendu hommage en louant sa bonté, son intégrité et son engagement exemplaire au service de l'Algérie durant une période critique de son histoire. Le Secrétaire général du Mouvement dynamique de la communauté algérienne établie en France (MOU-DAF), Nasser Khabat, a, ainsi, salué le parcours du défunt et loué ses qualités d'"homme d'Etat" au service de la nation. "C'est avec une grande émotion que nous avons appris le décès de l'ancien président, Liamine Zeroual. L'Algérie perd aujourd'hui un homme d'Etat au sens élevé de la responsabilité, profondément animé par la notion de l'Etat et de la patrie", a souligné M. Khabat, dans une déclaration à l'APS. "Dans une période particulièrement difficile de notre histoire, il a su faire preuve d'une grande discrétion au service de l'efficacité, plaçant tou-

jours l'intérêt supérieur de la Nation au-dessus de toute considération", a-t-il ajouté, relevant que le parcours de l'ancien président de la République, "restera celui d'un dirigeant respecté, dont l'engagement a contribué à préserver les fondements de l'Etat algérien". Abondant dans le même sens, Elias Boukrami, professeur en Finance internationale à l'Université de Londres en Grande Bretagne, a expliqué que "le président Liamine Zeroual appartenait à cette catégorie rare d'hommes que l'Histoire n'oublie pas: les hommes d'Etat". "Avant d'être un homme politique ou un chef militaire, il était un serviteur de la nation, animé par une seule boussole: la pérennité de la République et la dignité du peuple algérien", a-t-il dit. En cette triste occasion, les ambassades d'Algérie à travers le monde ont mis les drapeaux en berne, dans une atmosphère marquée par l'émotion et le recueillement. Dans un message vidéo enregistré devant l'ambassade d'Algérie à Bruxelles, l'ancienne Moud-

jahida, Arrous Fatiha, a présenté ses condoléances suite au décès d'"un frère d'armes". "C'était une personne extraordinaire qui a fait beaucoup pour le pays. Je le remercie pour tout ce qu'il a fait (et) pour tout ce qu'il a apporté", a-t-elle déclaré. De son côté, la présidente de l'association "Maison de la diaspora algérienne en Espagne", Mme Sabrina Boukhnoufa, a exprimé dans une déclaration à l'APS, "la tristesse de la communauté algérienne à Madrid suite à la disparition du moudjahid et père Liamine Zeroual, dont la mémoire restera gravée dans l'histoire pour ce qu'il a accompli en faveur de la préservation du pays". Elle a affirmé que "le défunt a consacré sa vie au service de sa patrie durant une période difficile et que son héritage demeurerait une source d'inspiration dans laquelle les générations futures puiseront l'amour de la patrie et le sens du sacrifice". Depuis l'Egypte, le conseiller et directeur du département de l'Energie au sein de la Ligue arabe, Abderrahmane Belhout, a es-

timé que l'Algérie a perdu l'"un de ses hommes les plus fidèles". "Il était un symbole de patriotisme sincère et un dirigeant qui a assumé de lourdes responsabilités durant une période délicate de l'histoire de notre pays, se distinguant par sa sagesse, son intégrité et sa loyauté, et ayant contribué à préserver l'unité et la stabilité du pays", a-t-il poursuivi. L'ancien ministre plénipotentiaire à la Ligue arabe, Djamel Djaballah, a, quant à lui, évoqué les qualités du défunt, "un homme sincère, engagé, fidèle à ses principes, attaché à son pays, dévoué à son travail, qui croyait aux capacités du peuple algérien et aspirait à une Algérie forte, souveraine et unie". M. Djaballah qui occupait également le poste de vice-président du secteur économique au sein de la Ligue, a notamment rappelé que "le moudjahid était imprégné des valeurs de la glorieuse Révolution de Novembre et était fidèle à la mémoire des Martyrs".

APS

Pour infos

Pour inscriptions

Économie Circulaire et Gestion des Déchets à la faveur de la Loi 25-02 du 20-02-2025

Mr Karim OUAMANE,
Expert gestion des déchets
Ancien Directeur Général
de l'Agence Nationale
des Déchets (AND)
Formateur-Consultant
en environnement,
économie circulaire

Mr Yassine FOUDAD
Consultant/formateur en RH
et Expert ISO 26.000-Fresque RSE
Enseignant RSE-RH,
Directeur du Cabinet de conseil
en RH/RSE « TERENCE » Organisateur
du Colloque annuel « IMPACTS RSE
ALGERIE »

Tél. + 213 (0) 5 50 47 98 08
+ 213 (0) 20 335 620
foudad.y@terence.dz

Tél. Fax : + 213 (0) 28 91 00 60
Mob : + 213 (0) 5 60 90 05 03
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 20
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 21
mti.instdz@gmail.com

Séminaire

29 & 30 avril 2026
Hôtel Naya Bab Ezzouar